

# rouge

1<sup>er</sup> CONGRES  
DE LA L.C.R.

hebdomadaire d'action communiste

PROCES  
MILITAIRE

DE 7  
JANVIER

PELLETIER  
RAVET, TAURUS

LIBERTÉ  
POUR  
LES SOLDATS

MOBILISATION!

# 7 JANVIER PROCES DES TROIS DE DRAGUIGNAN REDOUBLONS NOS EFFORTS

Une semaine après la réunion des Comités de Soldats français en RFA, s'est tenue à Paris une conférence de presse convoquée clandestinement par les représentants d'une vingtaine de Comités de Soldats appartenant à des unités stationnées en France. A cette réunion, participaient des soldats de l'armée de terre, des marins et des aviateurs. Y étaient notamment représentés les comités des villes de garnison suivantes : Verdun, Sarrebourg, Frileuse, Lunéville, Maisons-Laffitte... ainsi que des marins de Toulon qui évoquèrent l'expérience de Col-Rouge. Pour des raisons de sécurité, plusieurs représentants des comités ne purent décliner leur affectation précise.

Après avoir lu une déclaration commune faisant le point sur les développements récents des comités de soldats et plaçant cette réunion sous le signe de la solidarité avec Pelletier et ses camarades, les militants des comités ont apporté des témoignages sur leurs activités récentes.

Voici, par exemple, ce qu'a déclaré le représentant du comité du 5<sup>e</sup> RI de Frileuse :

« Le 12 novembre, au petit matin, la première compagnie a été appelée pour faire du tri postal à Reuilly. Les gars ont d'abord subi une préparation psychologique. On leur a dit qu'il n'allait pas faire du tri postal, mais transborder des sacs postaux. D'un autre côté, le célèbre Lieutenant TOURE leur a dit : « Qu'on me donne une automitrailleuse et vous verrez ce que je fais de ces grévistes ». Les gars ont été amenés à Vincennes et ont fait une semaine de transbordements postaux : de temps en temps, ils allaient à Reuilly travailler en brigade de 3X8. Inutile de dire qu'il y avait parmi eux un certain nombre de postiers qui l'avaient mauvaise. Inutile de dire aussi que les gars ont complètement saboté le boulot en expédiant les lettres n'importe où. La semaine suivante, on a eu alerte sur alerte. Vous vous souvenez qu'il y a eu à ce moment une vague de grèves vraiment fantastique dans toute la France et — ce qui est vraiment bizarre — c'est que, depuis assez longtemps que je suis dans cette caserne, on n'a jamais eu autant d'alertes que dans cette période de grèves. On était sans cesse consignés : pour les postiers, pour les éboueurs, après alerte « Sirène », alerte « Mistral », et on n'a pas manqué de faire le rapprochement

entre cette consigne et les mouvements de grèves d'alors.

La semaine d'après, on a donc été envoyés à Vincennes, en application du plan « Aspirateur ». C'était grand branle-bas de combat, les officiers s'y croyaient vraiment, à 3 heures du matin, ils étaient tous dans le PC illuminés, ça devait leur rappeler de joyeux souvenirs.

Pendant tout le temps qu'on a vidé les poubelles, on était trébuché entre Frileuse et Vincennes, ce qui nous laissait à peu près quatre heures pour bouffer et dormir. Que ce soit quand on a commencé, de nuit, ou après, quand ça s'est fait de jour, c'est dire notre fatigue. Mais ce qui est plus important, les premiers jours, il y avait des discussions incroyables au nez et à la barbe des gradés, des gars, par groupes de trente, disant : « Qu'est-ce qu'on fout là, on est proprement en train de briser une grève des éboueurs ». Plusieurs choses se sont produites. Dans ma compagnie, une pétition a circulé mais surtout, on a mis le plus de mauvaise volonté possible : en deux heures on faisait trente mètres, on faisait marcher les benêts à l'envers, tomber les ordures dans la rue ; on sabotait. On ne refusait pas ouvertement, parce que, là, ça aurait été soixante jours de trou. Et la masse des gars n'était pas prête à prendre soixante jours. A saboter, si. Et avec la conscience tout à fait nette.

Ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'on ne se déplaçait jamais sans les flies, que ce soit des gendarmes, des civils, des cars de police. Finalement, l'impression qu'on a eue, c'est que ça ressemblait terriblement à une répétition générale d'occupation et notre idée est que c'est vraiment cela. Parce qu'il



n'y a que deux types de grèves où on puisse faire de telles manœuvres et de tels exercices comme disait un sous-fifre de notre général : la grève des éboueurs et celle des transports en commun, grèves idéales pour préparer une occupation dans les rues de Paris par l'armée, intimider une population en grève. Et c'est finalement ce qui nous est apparu de plus grave dans tout cela...

Une intervention entre beaucoup d'autres qui, toutes, mirent en évidence les scandales de l'oppression militaire et la vitalité des comités de soldats.

L'ensemble des comités ont insisté sur le fait que l'objet de leur démarche était essentiellement la dénonciation du procès des trois de Draguignan et ont invité les soldats à organiser le jour du procès des actions de protestation, grèves de la faim, grèves du zèle, grèves d'exercice etc...

Cette conférence de presse symbolise bien la puissance du mouvement de protestation qui s'organise autour de Pelletier et ses camarades. Les prises de position syndicales se multiplient. Plusieurs Unions locales ou départementales CFDT ont rejoint le comité de soutien. Des personnalités, des militants également. Le jour du procès, des représentants de toutes les organisations ouvrières seront présents et apporteront leur soutien à Pelletier et ses camarades. La mobilisation doit s'accroître encore. Elle doit culminer avec des manifestations de masse très offensives à la veille du procès. A Marseille, la CFDT appelle à une manifestation le 6 janvier.

A Paris, la manifestation convoquée à l'initiative du Comité de Soutien aura lieu le même jour. Le succès de ces manifestations dans toute la France est indispensable pour que, le jour du procès, la défense de Pelletier et ses camarades se trouve adossée à un formidable mouvement de protestation.

Jeudi 19 décembre les quatre soldats de Frileuse accusés de s'être « mutinés » dans la prison du camp ont été condamnés à des peines allant de sept à cinq mois de prison. C'est un avertissement pour nous tous. Aucun effort ne sera épargné pour arracher ceux de Draguignan à la Justice militaire.



## MOTIONS

**MARSEILLE**  
CFDT Assedic, CFDT CRAM, CFDT Banques, Conseil UD-PTT-CFDT, SGEN Marseille, Congrès départemental CFDT, CFDT IBOHP, CNRS, CGT Municipaux (tract distribué à la manif sur l'emploi du 12), SNETP-CGT lycée et CET Le Chatellier, SNRS section Endoume Luminy, CGT-FO animateurs Bouches du Rhône, intersyndicale SNETP-CGT et SGEN-CFDT Education nationale d'apprentissage, CGT-CFDT-AG des grévistes de l'hôpital Edouard Toulouse, SNRS-CGT, SNCS-FEN, SGEN-CGT du groupe des laboratoires CNRS de Marseille, CA Fen, SNES lycée Rempart.

**VAR**  
CFDT CPAM Toulon, conseil départemental du SNI.

**AIX EN PROVENCE**  
CFDT aviation civile, CFDT Peigner, UL-CFDT, SNESup, SGEN-Sup, CGT Sescosem, intersyndicale du CETE.

# TEXTE REMIS A LA PRESSE LORS DE LA REUNION DES COMITES DE SOLDATS LE DIMANCHE 22 DECEMBRE 1974

Nous sommes des représentants de différents comités de soldats, représentant différentes casernes de France. Comme nos camarades l'ont fait en Allemagne il y a une dizaine de jours, nous sommes réunis ici d'abord pour faire savoir notre solidarité pleine et entière avec les soldats emprisonnés, le chasseur Jean Fournel et les camarades Pelletier, Ravet, Taurus qui passeront devant le Tribunal Permanent des Forces Armées, le 7 janvier à Marseille.

Peut-être est-il utile de présenter les comités de soldats. Leur travail, jusqu'à aujourd'hui a été plus efficace que spectaculaire.

D'où viennent les comités ?

Les comités sont les produits presque spontanés de l'oppression militaire. Loin d'être le résultat de sombres machinations d'agitateurs, ils représentent la forme d'organisation que se donnent les jeunes en proie à l'arbitraire militaire.

Le règlement, la discipline d'un autre âge, dressent contre l'armée un contingent de plus en plus instruit, des jeunes qui, de plus en plus, ont fait l'expérience du travail et de leurs droits politiques et syndicaux. Mais les comités ne sont pas seulement l'expression de la protestation de la jeunesse travailleuse contre la vieille armée de Courteline.

Les comités sont au moins autant l'expression de la jeunesse travailleuse face à l'armée qui prépare la guerre civile. L'armée française a une longue tradition d'intervention contre la classe ouvrière. L'intervention contre l'« ennemi intérieur » est définie aujourd'hui officiellement comme une des tâches essentielles de cette institution.

Les jeunes paysans bretons de la « guerre du lait » sont à l'armée. Les collégiens grévistes des CET l'année dernière sont à l'armée. Les lycéens des

manifestations d'il y a deux ans contre la « Loi Debré » sont à l'armée. Bientôt les jeunes postiers des grèves de Novembre y seront. Les jeunes ouvriers combattifs des dernières années y sont déjà. Ils sont exactement ce que la hiérarchie militaire appelle l'« ennemi intérieur ».

Rien d'étonnant à ce qu'ils cherchent à se retrouver, à se serrer les coudes, dans une institution qui se fixe officiellement pour but de détruire leurs espoirs.

Si les comités n'étaient que l'expression du mécontentement des soldats face à des structures vieillies, la hiérarchie pourrait plus facilement l'emporter par quelques réformes démagogiques. Mais il ne suffira pas de repeindre les casernes et de donner quelques permissions en plus. Au travers de l'existence des comités, c'est l'armée bourgeoise elle-même qui est en cause dans sa fonction de chien de garde du capital...

Rempart de l'ordre capitaliste, de plus en plus tournée vers la répression contre l'« ennemi intérieur », l'armée est aussi là pour briser la combativité de la jeunesse, pour la chloroformer, et ceci d'autant plus que l'Éducation nationale elle-même est en crise, et ne parvient plus à l'endormir.

Voilà ce qui explique qu'aujourd'hui il n'y ait pas de grosse ville de garnison sans son comité de soldats, que bientôt peut-être, il n'y aura pas de caserne sans un embryon de regroupement d'appelés. Voilà ce qui explique que, malgré les sanctions contre les « meneurs », ou plutôt contre les soldats considérés comme tels, les comités ont la vie dure, et renaissent ailleurs quand ils sont détruits quelque part. Loin d'être la lubie de quelques militants sous les drapeaux, les comités sont la forme d'organisation de la jeunesse en lutte

contre l'arbitraire militaire et contre l'armée de guerre civile. Voilà ce qui explique à la fois leur multiplication et leur vivacité.

Bien sûr, les comités ne regroupent encore qu'une minorité active dans le contingent. Mais cette minorité peut aisément être reconnue et suivie par la majorité, comme l'a montré la manifestation de Draguignan par exemple. La majorité se reconnaît dans les comités, dans leurs revendications, même si elle ne franchit pas le pas important qui conduit à s'organiser clandestinement dans les casernes.

Quelques officiers supérieurs ont fort bien compris qu'ils n'avaient pas affaire à quelques gesticulateurs isolés, mais à l'avant-garde d'un mouvement profond, qui prend ses racines dans les sentiments profonds du contingent. Ainsi le colonel Georges Paccard, délégué militaire dans le Var, présent lors de la manifestation de Draguignan, écrit :

« Si on publiait maintenant tout ce que savent les commandants d'unités lorsqu'ils rédigent chaque année leur rapport sur le moral, cela ferait un joli vacarme. Si on le voulait, on y agiterait aujourd'hui l'armée ».

Que veulent les comités ?

C'est souvent l'« Appel des Cent » qui a donné à quelques isolés l'idée de se regrouper pour faire quelque chose. Les revendications de l'Appel des Cent sont souvent prises en charge aujourd'hui par les comités. Les comités ne reprennent pas toute la plate-forme contenue dans l'appel, mais ils se constituent souvent sur deux ou trois points précis, en fonction de tel ou tel aspect de l'arbitraire militaire particulièrement flagrant sur une caserne.

(...)

Nous avons conscience d'être les

porte-parole de l'ensemble des camarades des comités qui n'ont pu être représentés ici, pour des raisons de difficultés techniques évidentes. Nous sommes leurs porte-parole pour affirmer notre solidarité avec Jean Fournel, avec Robert Pelletier, Serge Ravet et Alex Taurus. La Manifestation de Draguignan a été pour nous tous un signe, après les nombreuses signatures de l'Appel de Cent. Le signe que nous étions dans la bonne voie et qu'une grande partie du contingent marchait derrière les comités. Cela reste vrai malgré la répression.

Si nous l'avions pu, si nous avions été dans des conditions aussi favorables, nous n'aurions pas hésité à faire comme Pelletier et ses camarades, à descendre dans la rue pour crier nos revendications. Draguignan a permis de porter sur la place publique des revendications qui sont aussi les nôtres. Nous nous appelons tous Pelletier, Ravet, Taurus, Fournel.

Nous poursuivrons la tâche. Une fois rentrés dans nos casernes, sur nos bases, sur nos bâtiments, demain, puis le jour du procès, et après le procès, nous organiserons tout ce qu'il sera possible de faire pour manifester la solidarité du contingent avec les soldats réprimés. Nous ferons dans les casernes les procès des Tribunaux Militaires, de la Sécurité Militaire. Inlassablement nous montrerons aux appelés la signification de la manifestation de Draguignan. Nous sommes sûrs de gagner. On peut emprisonner un, deux, trois, dix soldats. Un, deux, trois, dix comités peuvent être détruits. Mais les raisons de notre existence sont trop profondes pour que la répression élimine de l'armée toute forme de riposte organisée. Les comités vivront. Le mouvement des comités vivra. Il y aura d'autres Draguignans.



il y a 4 ans Hervé, Deveaux et Trouilleux passaient devant le T.P.F.A. de Rennes



## SYNDICALES

Section syndicale CFDT-Ecole pratique de service social (Paris).

Section CGT-Tri postal Nantes-Gare. Section CFDT-Hôpital Tenon de Paris.

Bureau du SNES du Lycée Périer. Section SNES de l'Institut de Biométrie humaine et d'orientation professionnelle.

Conseil syndical CFDT-PTT Bouches du Rhône. Congrès départemental CFDT des Bouches-du-Rhône.

Sections CFT et CFDT Argenteuil (95). SGEN/CFDT Université Lyon 1.

Sections syndicales SNES, SGEN, SNI du lycée Stéphane Mallarmé de Paris.

Sections CGT-CFDT de l'EDF-Châtou, qui font une campagne de signatures.

Union CFDT Santé-Social Région Parisienne.

Section CFDT-CRAMP de Paris.

C.A. du SNESup.

U.L.-CFDT de Noisy-le-Sec.

## SIGNATURES

U.L.-CFDT 3ème-5ème de Paris  
U.L.-CFDT des Bouches-du-Rhône  
A Orléans :

Reggui Marcel (professeur). De Givénchy Pierre(prêtre). Muller Jean Marie. Desbois Jean (Communauté non-violent). Gentis Roger. Torrubia Horace (médecins-psychiatres). De La Fournière Michel (professeur). Thoreau Jean-Marc. Ricaud Christian (objecteurs de conscience). Rouet Denis. Leclerc Yves. Paquet Joël (signataires de l'appel des cent). Dumas Pierre.

14 enseignants de la section SGEN de Paris III  
19 militants du comité d'action des prisonniers  
361 étudiants et enseignants de la Fac d'Orsay  
50 médecins, psychiatres, étudiants en psycho et infirmiers d'un centre hospitalier parisien.

## UN DEBAT INTERESSANT

Vendredi 13 décembre, un débat sur l'armée s'est tenu à la MJC de Gentilly (94). Les orateurs appartenaient à la JC, au PC, à une fédération de cadres de réserve (celle de Mitterrand entre autres) ; l'orateur prévu des Jeunesses Socialistes n'a pas pointé son nez...

Une cinquantaine de personnes étaient présentes dans la salle : des jeunes, des travailleurs. Le FCR était présent ainsi que l'AJS.

Le camarade René Malfroi, incarcéré pour avoir protesté à bord du Clémenceau contre les conditions de travail qui ont entraîné la mort du marin Delaruelle, a pris la parole. Un camarade signataire de l'Appel des Cent a demandé aux représentants de la JC et du PC de se prononcer sur la dissolution — qu'ils rejettent — de la Sécurité Militaire et du TPFA, ainsi que sur l'organisation d'un soutien militant et unitaire aux soldats emprisonnés : la présence des « gauchistes » au gala du lundi 16

décembre fut le prétexte invoqué pour justifier l'absence du PC-JC à ce gala.

Un appel fut lancé pour constituer un comité local de soutien aux trois de Draguignan dont la première action fut un collage pour appeler au gala du lundi.

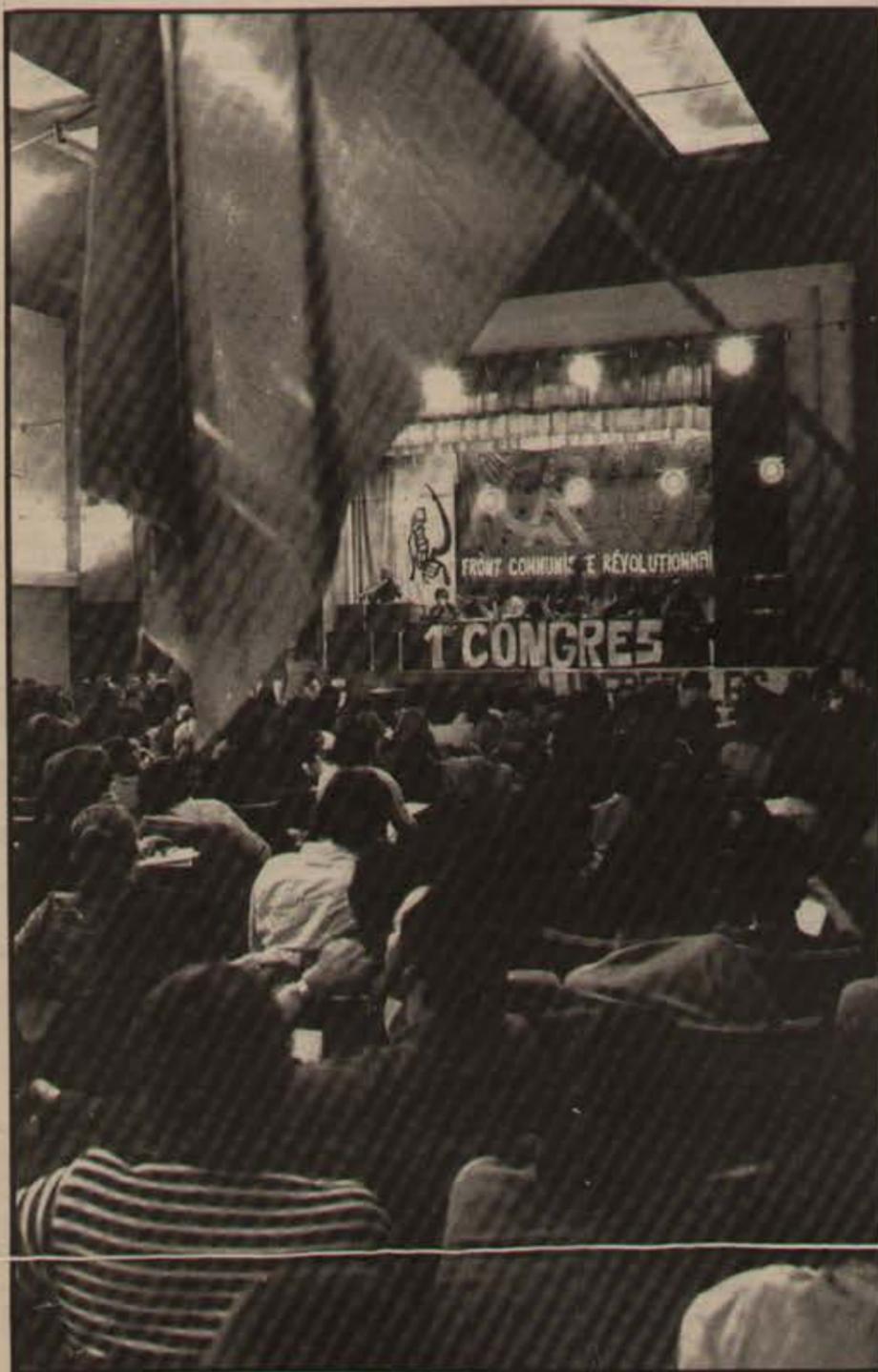
Les pétitions de soutien aux trois de Draguignan ont reçu la signature de 27 participant(s) au débat.

L'orateur du PC a dénoncé le mot d'ordre « A bas l'armée briseuse de grève » comme un mot d'ordre faux pour le motif qu'il fait porter la responsabilité du brisage de la grève sur les appelés ! Comme si ce mot d'ordre signifiait : « A bas les appelés qui brisent les grèves ! » !!!

La présence d'un « militant » d'organisation de cadres de réserve contrastait avec l'absence de représentants d'organisations d'appelés : le PC ne s'est prononcé ni sur la construction éventuelle d'un syndicat d'appelés, ni sur l'organisation des appelés par les syndicats ouvriers, CGT et CFDT.

# CONGRES CONSTITUTIF DE LA L.C.R.

(LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE)



Dimanche soir 22 décembre, les délégués du premier congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire avaient clairement conscience de l'importance du congrès dans l'histoire du mouvement trotskyste en France.

Ces quatre jours de débats à huis clos, n'ont rien en effet d'une formalité spectaculaire. Concluant près de 6 mois de débats intenses au cours desquels quatre tendances ont élaboré, exposé, défendu leurs positions, ils ont bien davantage représenté un effort collectif de mise à jour, un réarmement politique, théorique et organisationnel nécessaire après six ans de riche d'expérience militante.

L'époque où l'extrême-gauche était décrite comme un imbroglio de groupuscules étudiants est derrière nous. Derrière nous aussi le militantisme conçu comme une aventure individuelle ou une fugue. L'analyse de la situation politique, la claire conscience des échéances révolutionnaires en Europe réclament un engagement individuel et collectif profond, une pratique militante cimentée de confiance réciproque, une patience opiniâtre.

Par-delà les débats polémiques, souvent violents, l'ensemble des délégués a salué dans l'enthousiasme la naissance de la Ligue Communiste Révolutionnaire de France, qui a aussitôt demandé son affiliation à l'Internationale. Après l'élection des nouvelles directions et le discours de clôture du camarade Pierre Frank, les délégués ont joint leurs voix à celles des délégations étrangères pour chanter une Internationale polyglotte. Il ne s'agissait pas d'une unanimité retrouvée, d'une cérémonie formelle.

## L'EFFICACITE DE LA DEMOCRATIE

Des divergences subsistent, elles s'exprimeront, la discussion rebondira peut-être dans un prochain congrès. Mais une orientation a été majoritairement adoptée et, conformément aux principes du centralisme démocratique, la totalité des militants se sont engagés à l'appliquer, sans pour autant renoncer à tirer pas à pas les bilans nécessaires.

Plus de 300 délégués représentaient au congrès plus de 5000 militants et sympathisants organisés. Les documents majoritaires de la Tendance 2 ont été approuvés par 197 voix contre 65 pour la Tendance 3, 62 pour la Tendance 1 et 9 voix pour la Tendance 4 et une abstention en ce qui concerne les thèses politiques. Et par 198 voix contre 64, 62 et 10 respectivement pour les Tendances 3, 1 et 4 en ce qui concerne les thèses sur l'organisation. Soit environ 18,6 % pour la Tendance 1, 59 % pour la Tendance 2, 19 % pour la Tendance 3 et 3 % pour la Tendance 4.

Ces débats reflètent l'ampleur des problèmes qui sont posés aux marxistes révolutionnaires sur la base de six ans d'expérience.

L'importance, la portée de ces problèmes réclamaient une discussion largement ouverte, dans la tradition de la démocratie ouvrière et du centralisme démocratique. Désormais, les positions adoptées sont soumises au criterium de la pratique. Et c'est parce que chaque tendance était consciente de la complexité des questions, attachée à l'outil organisationnel forgé en commun, que le débat, malgré la fatigue et la tension nerveuse, est resté jusqu'au bout correct, mesuré.

Nous construisons ensemble la même organisation, la même Internationale. Et nous pensons avoir démontré par ce congrès qu'une organisation révolutionnaire peut, alors qu'on lui prédit le naufrage et la division, surmonter les difficultés, maîtriser les contradictions, aller de l'avant, à travers une large confrontation démocratique. Cette démonstration doit être bénéfique à l'ensemble de l'extrême-gauche.

## SOUS LE SIGNE DE L'INTERNATIONALISME

La nouvelle organisation s'appellera LCR, comme la section sœur d'Espagne. La LCR a demandé sa reconnaissance comme section de la



IVème Internationale. Cette référence politique à l'internationalisme vivant était concrétisée par la présence de nombreuses délégations étrangères dans la salle, par les ovations qui ont salué les interventions des camarades chiliens, par l'accueil réservé à Edgardo Enriquez, représentant du MIR chilien, seule organisation non affiliée à l'Internationale invitée au congrès.

Il ne s'agit pas seulement d'une pure réaffirmation des principes. En 1969, lors de la fondation de la Ligue Communiste, la question de l'adhésion à la IVème Internationale avait fait l'objet d'un débat central, donnant lieu à un vif débat de tendances. Aujourd'hui, la même adhésion ne rencontre aucune réticence, bien au contraire. C'est qu'en six ans l'Internationale a progressé en Europe: de nouvelles sections ou groupes sympathisants sont apparus, en Espagne, au Portugal, en Suède, en Suisse, en Grande-Bretagne, en Irlande, aux Pays-Bas, en Finlande, en Autriche, au Luxembourg qui n'existaient pas en 69. Et la situation européenne, la montée continentale des luttes ouvrières rendent tout à fait palpable la nécessité d'une élaboration collective, d'une entraide politique, d'une solidarité face à la répression, d'une centralisation des expériences et des campagnes dans le domaine de l'antimilitarisme, de la défense des travailleurs immigrés ou des prisonniers politiques espagnols.

## UN CHANGEMENT EN PROFONDEUR

Enfin, tous les délégués participant à ce premier congrès ont pris également conscience des transformations en profondeur que connaît le courant trotskyste dans le pays.

L'organisation fait peut-être moins parler d'elle que l'ex-Ligue Communiste parfois. Son apparition est moins spectaculaire. Mais jamais la vieille image de la Taupie n'a été plus exacte. Souterrainement, notre organisation se transforme. Nous n'avons pas dépouillé toutes les statistiques du congrès. Mais nous savons par exemple que la moyenne d'âge des délégués était entre 25 et 30 ans, cinq ans de plus que la moyenne d'âge des délégués lors du 3ème congrès de la Ligue Communiste en décembre 73.





De même, il y avait parmi eux une proportion beaucoup plus forte de travailleurs syndiqués, les délégués étudiants et lycéens représentant une minorité réduite.

Ces données ne sont que le reflet lointain du travail d'implantation en profondeur dans la classe ouvrière que nécessite et permet le développement actuel des luttes de classe. Ces transformations en profondeur vont plus vite à la base de l'organisation qu'au niveau de ses directions. C'est aussi ce retard que ce Congrès devait contribuer à combler. En remodelant les directions nationales, certes, mais aussi en mettant en place un système organisationnel nouveau : mise en place d'une école permanente de dirigeants et de militants ouvriers, réorganisation du système de presse dans la perspective d'un quotidien, planification d'une politique d'embauche.

La constitution de la Ligue Communiste Révolutionnaire constitue une date pour le mouvement trotskyste en France. Si elle se situe dans la continuité théorique de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire et du PCI, dissous en juin 68 par le gouvernement, dans la tradition politique de la Ligue Communiste dissoute par Marcellin en juin 73, la LCR se constitue d'emblée à partir d'une base sociale plus solide, d'une implantation ouvrière plus forte, d'un armement politique mieux défini.

C'est pourquoi ce congrès doit marquer une date importante pour l'ensemble de l'extrême-gauche que d'aucuns prétendent malade et désorientée. Pour notre part, sur la base des résolutions du Congrès, nous sommes prêts à ouvrir le débat au sein de l'extrême-gauche, à lutter pour l'unité d'action. Non seulement nous y sommes disposés, mais nous y sommes résolus.

Car c'est une nécessité, au moment où nombre de militants risquent d'abandonner le terrain de la lutte politique aux réformistes pour se replier sur la gestion quotidienne des luttes ; au moment où nombre d'entre eux risquent de désertir le combat internationaliste au profit d'aménagements envers les manœuvres nationales du réformisme.



## SALUTS ET MESSAGES

Le premier congrès du FCR a envoyé cinq messages de solidarité. Un message aux prisonniers politiques détenus dans les geôles franquistes, un message de soutien à la lutte de libération dans les colonies portugaises, un message de solidarité avec les prisonniers politiques chiliens, un message de soutien au FNL et au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud Vietnam. Enfin, ayant appris en cours de congrès le verdict qui frappe le camarade Rohan Wijeweera du Sri Lanka d'une condamnation à perpétuité, le congrès a tenu à saluer tout particulièrement ce camarade. (cf. article en page 16).

Le premier congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire s'est tenu en présence de nombreux délégués de sections ou organisations sympathisantes de la IV<sup>ème</sup> Internationale, représentant plus de 25 pays.

L'ordre du jour particulièrement chargé n'a pas permis que tous ces délégués puissent prendre la parole. Leurs messages écrits seront partiellement reproduits dans les prochains numéros de Rouge et figureront au compte-rendu du congrès édité en brochure.

Exception fut faite pour les camarades chiliens représentant le PSR (section de l'Internationale), le MIR et la Ligue Communiste du Chili (organisation sympathisante de la IV<sup>ème</sup> Internationale).

Enfin, après la clôture des débats du congrès, le camarade Duret prit la parole au nom du Secrétariat Unifié, insistant sur la situation politique et économique en Europe, et tout particulièrement sur la solidarité avec les travailleurs en lutte et les prisonniers politiques en Espagne.

## MESSAGES ET DELEGATIONS PRESENTEES

G.C.I. Groupe Communista Internacionalista (sympathisant IV<sup>ème</sup> Internationale, Mexique)  
P.O.C. Partido Obrero Communista (symp. IV Brésil)  
Liga Communista (Chile), organisation trotskyste.  
Parti Socialiste Révolutionnaire (section IV<sup>ème</sup> Internationale, Chili)  
G.C.R. Gruppi Communisti Revolucionari (section IV, Italie)  
L.R.T. Ligue révolutionnaire des Travailleurs (section IV, Belgique)  
L.C.R. ETA VI orga. symp. Espagne  
L.C. Liga Communista, orga. symp. Espagne  
Ligue Communiste Internationaliste (orga. sympathisante IV, Portugal)  
Ligue Communiste Révolutionnaire (section IV, Luxembourg)  
Groupe Marxiste Révolutionnaire (section IV, Autriche)  
Un groupe de militants marxistes révolutionnaires maghrébins  
G.C.R. Groupe Communiste Révolutionnaire (section IV, Liban)  
G.I.M. (section IV, R.F.A.)  
I.M.G. International Marxist Group (section IV, Grande-Bretagne)  
Socialist Workers' Party (U.S.A.)  
Groupe Marxiste Révolutionnaire (message, orga. symp. IV, Québec)  
Revolutionary Marxist Group (message, orga. symp. IV, Canada)  
Communist League of Australia (orga. sympathisante de la IV<sup>ème</sup> Internationale)

M.I.R. Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, Edgardo Enriquez (Chili)  
Salut de la Junte de Coordination Révolutionnaire (Amérique Latine)  
Salut du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (M.R. Santucho, Argentine)  
Lotta Continua (message, Italie)  
Il Manifesto-PDUP (message, Italie)

## MESSAGE DU PDUP

Fraternellement solidaires face à la répression politique subie par votre organisation et intéressés par les analyses et les conclusions de votre débat, nous vous souhaitons des travaux féconds STOP Nous retenons que la gravité de la crise et la possibilité ouverte par la combativité du mouvement rendent urgents l'échange et la confrontation des expériences de la gauche quelles que soient la diversité des positions. Faites nous parvenir votre matériel. Bon travail.

PARTI D'UNITE PROLETARIENNE  
POUR LE COMMUNISME (MANIFESTO)  
ROME

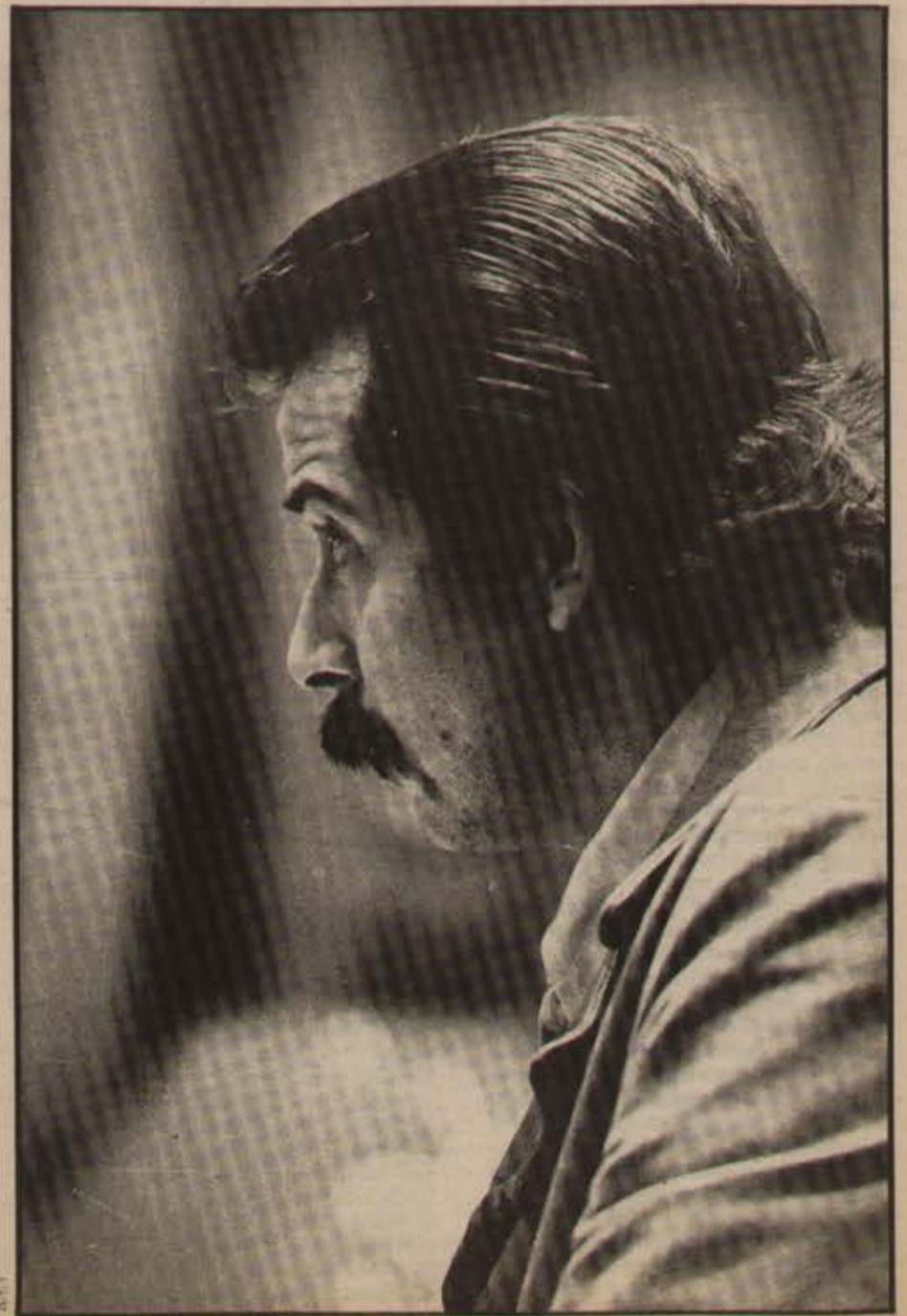
## CHILI NORMAN GAMBOA LIBERE

Fin novembre 74, après le camarade Luis Vitale, le camarade Norman Gamboa, membre du BP du PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire, section chilienne de la IV<sup>ème</sup> Internationale) a été expulsé du Chili.

Gamboa était emprisonné depuis le 4 octobre 73. Durant les 14 mois de sa détention dans divers camps de concentration Gamboa a développé un intense travail d'éducation politique sur la situation politique au Chili, les perspectives et les tâches des révolutionnaires ; il a organisé avec Vitale, le 20 août 74, à Chacabuco, des meetings clandestins en mémoire de l'assassinat de Trotsky, en plein camp de concentration. Il fut l'artisan de l'organisation des prisonniers en comités d'unité révolutionnaire pour la résistance, avec les camarades du PS, du MIR, du Mapu, du PSR. Gamboa était emprisonné avec 30 militants trotskystes du PSR, parmi lesquels le secrétaire du comité régional de Santiago et celui du comité régional de Valparaíso.

Au moment du golpe, Gamboa était dirigeant de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Santé (FENATS).

Le camarade Edgardo Enriquez s'est adressé, au nom du MIR et de la Junte révolutionnaire de coordination latino-américaine, au Premier Congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Il a insisté sur le fait que les retards et tergiversations réformistes dans la constitution d'un front politique unifié de la résistance avait favorisé le déclenchement d'une campagne de répression sélective visant particulièrement le MIR. Il a également mis en évidence le rôle de la campagne internationale de soutien aux travailleurs chiliens pour l'isolement de la Junte de Pinochet. L'acclamation du Congrès qui a salué son intervention constituait en même temps un engagement de notre part à poursuivre activement la campagne de solidarité au moment où se préparent au Chili le procès des marins de Valparaíso.





PREMIER CONGRES  
DE LA LIGUE COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE

THESES  
POLITIQUES

I - UNE CHANCE  
HISTORIQUE  
POUR LA  
REVOLUTION SOCIALISTE

1.

a) Dans tous les pays impérialistes, l'accumulation du capital a été très forte depuis 1945. Elle a été plus forte cependant dans la plupart des pays européens et au Japon qu'aux USA et en Grande Bretagne. Les cycles économiques, qui sont inhérents au fonctionnement du M.P.C. (1) ont été caractérisés par des phases d'expansion assez longues et des phases de récession assez courtes jusqu'à la fin des années 60. Le développement des échanges internationaux a eu pour conséquence une interpénétration croissante des économies impérialistes, ce qui commence à se traduire par une **tendance** à la synchronisation du cycle économique dans les divers pays. De même que l'expansion de 72-73 avait touché la plupart des pays impérialistes (à des degrés cependant divers), la récession commencée au 2ème semestre 73 aux USA touche maintenant l'ensemble des pays capitalistes, encore une fois dans des mesures différentes. L'augmentation considérable du chômage et un rythme rapide d'augmentation des prix (différencié fortement selon les pays) caractérise la récession actuelle. De

(1) M.P.C.: mode de production capitaliste

façon quasi certaine, cette récession sera la plus longue qu'ait connue le monde capitaliste depuis 1945.

b) La capacité concurrentielle de l'économie américaine a été entamée depuis les années 50, ce qui s'est traduit par la crise du système monétaire international, fondé en 1945 sur la supériorité économique incontestée des USA. Les dévaluations du Dollar depuis août 71, les réévaluations du mark et du Yen et la pression sur les salaires de la classe ouvrière américaine ont permis à l'impérialisme US de restaurer en partie sa capacité concurrentielle par rapport aux autres économies impérialistes. Toute tentative d'aménagement du SMI, de façon à le rendre moins dépendant de l'impérialisme US, a été provisoirement abandonnée. De plus, la « crise du pétrole » frappe relativement moins la bourgeoisie américaine que les autres bourgeoisies impérialistes. Il ne s'agit pourtant pas d'une victoire définitive de l'impérialisme US, mais plutôt d'une tentative d'établir un **palier** plus ou moins durable dans la dégradation du rapport de forces économique. Il faut ajouter aussi que ce palier est rendu possible par l'accentuation des dissensions (conséquence d'une hétérogénéité profonde d'intérêts dans une situation de crise) entre les autres bourgeoisies impérialistes, notamment au sein de la CEE: les bourgeoisies européennes, qui étaient parvenues, dans les années favorables, à se mettre d'accord sur une union douanière et sur une politique agricole commune, se

voient, en période de difficultés, obligées de remettre en question les deux seules réalisations politiques de « l'intégration européenne ».

En 70-71, les bourgeoisies européennes et japonaise avaient pu, en profitant de leur capacité concurrentielle supérieure, atténuer les effets de la récession au détriment de l'économie américaine, et en dernier ressort de la classe ouvrière américaine. **Aujourd'hui, la stabilisation du rapport de forces aura pour conséquence l'impossibilité des bourgeoisies européennes à réaliser la même opération.**

c) Depuis 1945, l'économie française n'a connu que des récessions moins marquées que les récessions Allemande et Américaine. De plus toute récession en France était atténuée par la non-synchronisation des cycles des diverses économies. Aujourd'hui la situation est partiellement modifiée. A la dépendance structurelle à l'égard de l'économie de la RFA vient s'ajouter la synchronisation croissante des cycles dans les deux pays.

La RFA est entrée depuis début 74 dans une phase de récession qui s'annonce déjà comme étant la plus profonde et la plus longue de l'après guerre. La bourgeoisie allemande a pu imposer à sa classe ouvrière une forte augmentation du chômage et la stagnation du pouvoir d'achat. Ceci lui permet de limiter l'inflation et de restructurer son appareil productif avant d'entreprendre une politique de relance.

En France, la longue phase d'expansion depuis 1968 est maintenant terminée (ralentissement de la production et des investissements). De plus, le gouvernement qui avait évité jusqu'à ces derniers mois d'imposer une politique de stabilisation n'a pu continuer à échapper à cette nécessité: d'une part la hausse des prix est plus rapide en France qu'en RFA et aux USA et d'autre part, à cause de l'augmentation des prix du pétrole, la balance commerciale est devenue fortement déficitaire. Pour maintenir sa capacité concurrentielle et augmenter ses exportations, la bourgeoisie française doit ralentir la hausse des prix et **faire pression** sur les salaires de façon à diminuer la consommation intérieure. Cette politique ne fait qu'aggraver les effets combinés de la récession en France et dans les autres pays impérialistes ce qui se traduit par une forte poussée du chômage.

L'ensemble de ces éléments concourt à faire de la récession qui commence en France la plus longue (au moins jusqu'à fin 75) et la plus profonde depuis 45; de plus elle affectera la quasi-totalité des secteurs industriels.

2.

**La grève générale de mai-juin 68 a jeté une lumière crue sur l'ampleur et la profondeur des transformations sociales en œuvre depuis la seconde guerre mondiale.** Cette période a été marquée dans les pays capitalistes d'Europe occidentale par un fort taux de croissance économique, une accumulation et une centralisation accélérées du capital; le taux d'investissement des entreprises françaises qui dépassait à peine 10% dans la première moitié du siècle, a atteint 26% en 65 et 29% en 71. **Il en est résulté un renouvellement et un rajeunissement massifs de la classe ouvrière** dont les rangs, contrairement aux estimations superficielles, se sont grossis entre 1954 et 1968 de 1,5 million de nouveaux prolétaires.

Ce processus a notamment provoqué des phénomènes aussi importants que la **rapide croissance du salariat féminin et la salarisation de plus en plus large du travail intellectuel.** Au sein du prolétariat, la division du travail s'est modifiée, avec le développement d'un côté des tâches hautement qualifiées, et la généralisation de l'autre du travail parcellaire et répétitif, la déqualification massive de la force de travail. Ainsi les catégories d'ouvriers qualifiés, sauf

dans la chimie, sont en déclin relatif, alors que les OS représentent désormais plus du tiers de la classe ouvrière. Cette transformation s'est accompagnée d'un appel de plus en plus systématique à une **main d'œuvre immigrée**, licenciable à merci, soumise à un contrôle policier, peu coûteuse en charges sociales, et en conséquence présumée plus docile.

Enfin, il en est résulté également une extension générale du travail salarié et un fort développement des secteurs non productifs ou indirectement productifs du prolétariat. Ce phénomène est particulièrement sensible dans les secteurs commerciaux, bancaires, des assurances. Ces travailleurs y sont exploités au même titre que les travailleurs productifs. Ils ont donc un intérêt objectif au renversement des rapports de production capitalistes. Leur rôle sera même décisif dans la paralysie du système. Mais, de par leur place et leur fonction dans les rapports de production, ils ne sont pas dans les places fortes du capital, là où se concentrent les créations de valeur. Parce qu'ils entrent dans la lutte des classes de façon différenciée, ils ne peuvent pas développer leur prise de conscience sans tenir compte de l'existence, de l'expérience syndicale et politique, de la concentration et du travail même d'une catégorie spécifique: celle des travailleurs productifs. Eux seuls se placent là où s'enracinent les rapports de production capitalistes. Cette distinction théorique entre productifs et non-productifs, n'est donc pas sans conséquence. Elle donne plus de valeur à la politique d'alliance du prolétariat pour dénouer la crise révolutionnaire et jeter les bases d'un mode de production nouveau: les expériences de démocratie ouvrière, contrôle ouvrier, grève active prendront une dynamique propre dans les centres productifs de l'industrie. Elles seront la condition de l'hégémonie du prolétariat dans les alliances nouées dans des structures territoriales de double pouvoir, avec de larges secteurs sociaux, notamment les fractions de la petite-bourgeoisie traditionnelle et nouvelle.

3.

Parallèlement, la **petite bourgeoisie traditionnelle** (petits commerçants, petits paysans propriétaires) qui, de la révolution française à la libération en passant par la Commune, s'est comportée en alliée fidèle de la bourgeoisie et en pilier de sa société, **a perdu de son poids et de son unité.**

La place de la paysannerie dans la population active a fondu depuis 1946. Tandis que le capitalisme pénètre plus avant dans l'agriculture, une partie importante de la petite paysannerie, endettée, soumise aux conditions des trusts agro-alimentaires, connaît une **tendance à la prolétarianisation à domicile.** Il en résulte une modification de sa conscience et de ses formes de lutte, au point qu'une avant-garde paysanne se définit comme paysans-travailleurs et lie explicitement son combat à celui de la classe ouvrière.

Face à la nécessité pour le grand capital de réagir à la chute tendancielle de son taux de profit par l'accélération de la rotation du capital, la boutique survit de plus en plus mal, écrasée par la concurrence des super et des hyper marchés. Loin de jeter la petite bourgeoisie commerçante aux côtés du prolétariat, cette menace l'a plutôt rendue réceptive aux sirènes conservatrices et réactionnaires, des rages du Cid-Unati aux croisades fascistes de Royer.

En revanche, l'essor du capitalisme industriel, le rythme accéléré de l'innovation technologique, la multiplication des tâches de gestion, ont suscité le développement de catégories professionnelles que les statistiques officielles regroupent confusément dans la catégorie des ingénieurs-techniciens et cadres. Parmi les deux millions de salariés que groupe cette catégorie, une partie n'est en fait qu'une fraction de gros actionnaires ou de grands commis de la bourgeoisie,

déguisés en salariés. Une autre fraction ne constitue en fait, notamment parmi les techniciens, qu'une couche hautement qualifiée du prolétariat. **Mais il reste** toute une partie importante de ces catégories qui, par sa place dans la division du travail s'intègre au travailleur collectif, tout en remplissant un rôle de surveillance et d'organisation du travail, qui en fait en partie un agent du procès d'exploitation de la force de travail du prolétariat. **C'est à ce titre que l'on peut parler d'une nouvelle petite bourgeoisie.**

Les regroupements sociaux en cours autour des deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, agissent sur la petite bourgeoisie. D'abord, ils **accélèrent l'éclatement de cette petite bourgeoisie**, déjà disparate, divisée, qui se présente davantage comme un ensemble de fractions, de lambeaux de classes, que comme une unité. D'autre part, la **polarisation entre bourgeoisie et prolétariat traverse, inégalement, chaque fraction de la petite bourgeoisie**, poussant une partie dans le camp de la révolution, l'autre dans celui de la contre-révolution. Il dépendra d'une juste politique d'alliance du mouvement ouvrier de rassembler autour du prolétariat une base sociale assez large pour vaincre la bourgeoisie, détruire son Etat, jeter les bases d'une société socialiste.

#### 4.

A l'échelle nationale, la grève générale de mai-juin 68 a déchiré le voile de la coexistence pacifique entre les classes, et balayé les fables sur la disparition ou l'embourgeoisement du prolétariat. En mai 68, les protagonistes principaux de la lutte des classes se sont mesurés une première fois et observés. Depuis, les contours de chaque camp s'affirment et s'affermissent.

Ainsi, les mouvements régionalistes avaient pu trouver après mai 68 une base sociale parmi la paysannerie, la jeunesse et les intellectuels dans des régions marquées par le caractère inégal et chaotique du développement du capitalisme. La situation critique de ces régions (Bretagne, Occitanie, Corse) avait été aggravée depuis 58 par la politique de l'Etat fort, écrasant la paysannerie petite et moyenne et laminant les forces politiques (social-démocratie notamment) qui gagnaient leur crédit et leur clientèle dans la redistribution des prébendes de la république parlementaire. L'entrée en lutte de fractions de la petite-bourgeoisie contre la nouvelle domination du capital à leur rencontre, n'a pas trouvé, en 68, un mouvement ouvrier capable de comprendre leurs aspirations et de leur donner une base de classe. Ce sont les mouvements régionalistes, à mi-chemin entre les revendications nationales et la lutte pour le socialisme, qui ont parfois donné une réponse aux préoccupations et aux premières expériences de couches entrant dans la lutte des classes. Dans ce contexte, nous avons défendu le droit à l'autodétermination pour les régions où se manifestaient un sentiment « nationaliste », reflet déformé des aspirations de couches, jusque là alliées à la bourgeoisie, à rejoindre les luttes du prolétariat. En même temps, nous avons combattu la base inter-classiste des revendications régionalistes. La polarisation croissante entre les classes, la crise de domination de la bourgeoisie, la recomposition du mouvement ouvrier, ont déjà fortement influencé la maturation de l'avant-garde influencée par les mouvements régionalistes. C'est un processus qui se renforce dans la période qui vient et que les m.r. pourront favoriser.

Cette polarisation sociale s'est répercutée après coup au sein d'institutions comme l'armée ou la justice, alors que l'école avait été touchée dès avant 68. Il serait naïf de voir dans les mouvements au sein de l'armée, et parmi les magistrats les symptômes d'une crise d'effondrement ou d'un pourrissement irréversible des institutions bourgeoises. Ces

mouvements expriment, dans leur domaine particulier, des prises de position de part et d'autre de la ligne de partage entre les classes. Et si positif soit-il, le soutien public apporté par des magistrats aux occupations d'usine en même temps qu'ils condamnent le lock-out patronal, ne doit pas cacher que la grande majorité de la caste judiciaire continue à jouer fidèlement son rôle au service de la bourgeoisie. De même dans la police où, pour un Breton qui apporte son soutien à Lip, il y a dix, cent commissaires Dides en puissance.

Une institution particulièrement ancienne et réactionnaire, l'Eglise catholique, subit elle aussi les effets de cette double polarisation. Son enseignement traditionnel est remis en cause, avec les vieilles valeurs bourgeoises dont il était le véhicule. Les progrès de l'industrialisation et de l'urbanisation ont sapé les bases rurales de ses activités de masse essentielles, viviers pour ses ordres, couvents et séminaires. Depuis les années 30, la hiérarchie catholique a tenté de réagir en pénétrant le « monde ouvrier » ; elle a réussi deux percées sensibles avec son mouvement de jeunesse (JOC-JOCF) et son organisation adulte (ACO). Mais très vite de nombreux militants refusèrent une idéologie de collaboration ouverte entre patrons et ouvriers. De même, la hiérarchie a perdu le contrôle idéologique et organisationnel de la CFDT (ex-CFTC). L'aventure des prêtres ouvriers a tourné court, ces pionniers glissant vers les idées du mouvement ouvrier. Ainsi de nombreux militants ouvriers chrétiens ont rejoint PCF, PS et PSU et animent souvent des sections syndicales CGT ou CFDT. Quant à l'organisation de la jeunesse scolarisée (la JEC), elle se vide de crise en crise, au profit des organisations réformistes ou révolutionnaires. Enfin, une bonne partie du bas-clergé, qui garde par nature certains aspects de son statut, prend souvent partie pour les organisations paysannes ou ouvrières. Jusqu'à présent, la haute hiérarchie cherche encore fébrilement une présentation du dogme et des canaux d'intervention de rechange.

Toutefois, l'un des progrès les plus importants du combat révolutionnaire enregistrés depuis 68 réside dans un renouveau de l'antimilitarisme et tout particulièrement de l'anti-militarisme révolutionnaire. Le procès des soldats Devaux, Hervé et Trouilleux, en 1970, et la campagne de défense organisée alors, ne constituaient que le premier pas. Depuis se sont affirmés et étendus les courants d'objection de conscience et d'insoumission. Ce n'est que dans la dernière année que le centre de gravité des luttes anti-militaristes s'est déplacé à l'intérieur même des casernes, au cœur du contingent. **L'appel des cent**

pour les droits démocratiques des soldats a fait, à l'occasion des présidentielles, franchir un nouveau pas au mouvement. Cet appel a recueilli malgré les sanctions et les risques de répression, plusieurs milliers de signatures. La prise de conscience favorisée par l'appel des cent a permis de nouveaux pas en avant. De plus en plus convaincus de rester des travailleurs sous l'uniforme, les appelés, en s'organisant en comités, en maintenant les liens avec leurs organisations syndicales d'origine cherchent à faire respecter les droits et les conquêtes du mouvement ouvrier jusque dans les casernes. Cette tendance a été magnifiquement illustrée par la **manifestation de rue, en septembre 74, des appelés de Draguignan** qui sont sortis en cortège de leur caserne pour populariser leurs revendications. En même temps, aux Antilles, en Nouvelle Calédonie et en Guyane, on assiste aux premières escarmouches contre l'armée de guerre coloniale. **Cette renaissance de l'anti-militarisme révolutionnaire au sein du contingent a contribué à la renaissance de l'anti-militarisme civil**, avec l'apparition d'organisations de soutien aux luttes des appelés, mais surtout, dans les derniers mois, avec la prise en charge de ce soutien par les organisations du mouvement ouvrier lui-même, au niveau des sections syndicales, des unions locales, et même de certaines fédérations.

#### 5.

Depuis mai 68, la **crise du système bourgeois de formation** loin de trouver une solution dans les réformes ministérielles successives, s'est maintenue et approfondie. Il n'y a pratiquement pas eu d'année sans levée en masse de la jeunesse scolarisée : affaire Guiot en 71, mobilisation contre la circulaire Guichard en 72, manifestations sans précédent contre la loi Debré en 73, **avec pour la première fois l'entrée massive en lutte des apprentis du technique**, qui, en 74, ont lancé les premiers la lutte contre les lois Royer-Fontanet. Chaque mobilisation a permis d'enregistrer des progrès dans l'auto-organisation démocratique des mouvements de la jeunesse, jusqu'à l'apparition en 73 des **comités nationaux de grève étudiants, lycéens et apprentis**. Chaque mobilisation a été l'occasion d'une bataille gagnée pour relier les luttes de la jeunesse à celles du mouvement ouvrier, ce qu'a symbolisé la manifestation unitaire des comités de grève étudiants-lycéens-apprentis et

des confédérations syndicales, le 9 avril 73.

#### 6.

La crise sociale ouverte en 1968 a donné naissance à un mouvement d'émancipation des femmes aux caractéristiques nouvelles. Plusieurs facteurs conditionnent durablement ce phénomène.

D'abord le développement dans toute la dernière période du salariat féminin. D'autre part, la politique du mouvement ouvrier réformiste qui, loin de lier la lutte des femmes contre l'exploitation économique à la lutte contre l'oppression patriarcale qu'elles subissent, glorifie l'ordre moral et familial régnant. Enfin, à la méfiance des femmes envers un mouvement ouvrier porté à reproduire en ses propres rangs les mécanismes d'oppression des femmes, s'ajoute la méfiance envers les expériences présentées comme socialistes, où la dégénérescence bureaucratique s'est accompagnée en fait de la restauration et de la perpétuation de l'ordre patriarcal et de ses valeurs. Il en résulte que le mouvement d'émancipation des femmes évolue spontanément vers des positions féministes. Mais l'extension du salariat féminin (lutte mixte contre l'exploitation, montée en flèche du nombre de divorces en fonction de la salarisation des femmes) et la montée générale de la révolution, **mettent en évidence l'imbrication de l'exploitation capitaliste et de l'oppression patriarcale**. De sorte que les courants féministes, nés depuis 68, loin de se tourner vers le féminisme bourgeois et gouvernemental, à bout de souffle et de réformes, se tournent confusément vers le féminisme radical ou révolutionnaire. Il dépendra du rôle des militantes communistes dans le mouvement des femmes, et du rôle de l'avant-garde communiste au sein du mouvement ouvrier, de rendre possible l'insertion décisive du mouvement de libération des femmes dans le combat de classe pour le triomphe de la révolution socialiste. Tout en comprenant que l'avènement de la dictature du prolétariat ne suffit pas pour extirper brutalement, du jour au lendemain, toutes les racines millénaires, pré-capitalistes de l'oppression des femmes, ce qui doit nous conduire à reconnaître le bien-fondé d'un **mouvement autonome des femmes**, avant comme après la prise du pouvoir et à en favoriser le développement.



7.

Pendant six ans, la classe ouvrière a réfléchi, mûri et assimilé l'extraordinaire accalmie temporaire des luttes en 1969-70, le nombre et la durée des grèves ont recommencé à augmenter. **De nouveaux secteurs, de nouvelles couches, de nouvelles régions, qui avaient à peine bougé en 1968, sont entrés en lutte.** En particulier les femmes (Thionville, Cerisay, etc...), les immigrés (Renault, Penaroya, Cables de Lyon, etc...). Aux grèves exemplaires mais isolées (Batignolles en 71, le Joint Français en 72) ont succédé des grèves tendant à s'étendre à l'échelle de la localité ou de la branche (Sécurité Sociale, banques, PTT). L'élévation de la conscience de classe s'est traduite par l'adoption massive dans les luttes, et même dans les organisations syndicales de mots d'ordre tels que l'augmentation uniforme des salaires ou le contrôle sur les cadences. Elle s'est traduite aussi par le **développement de l'auto-organisation ouvrière, avec les assemblées générales souveraines** contrôlant l'intersyndicale (Lip), dans certains cas les comités de grève syndiqués et non-syndiqués, élus et révocables (EGF-Brest, Crédit Lyonnais). L'existence d'un courant de soutien aux grévants ouvriers s'est généralisé, permettant de rassembler dans la lutte, dans la solidarité, parfois dans des comités de soutien, autour de la classe ouvrière, toutes les fractions de la population prêtes à choisir son camp. En revanche, si l'apparition de piquets de grève, durs et mobiles, a permis de renouer avec les traditions de l'**auto-défense ouvrière, ces expériences sont restées embryonnaires et fragiles** face à la multiplication des commandos patronaux et l'intervention de la police dans les usines.

La grève de Lip symbolise au plus haut niveau ces progrès de la conscience ouvrière et la tendance profonde des luttes: **occupations d'usines, grève active, contrôle ouvrier.** Face aux menaces actuelles sur l'emploi, la grève des Lips constitue un exemple et une référence irremplaçable; elle inspirera la lutte des travailleurs contre les mesures de rentabilisation patronale, les licenciements et les fermetures d'usines.

8.

**La révolution socialiste a devant elle une chance historique en Europe, et en France particulièrement.** Cette chance tient à un contexte international d'une part: défaite partielle de l'impérialisme au Vietnam, extension de la crise du stalinisme (Tchécoslovaquie, Pologne), chute ou ébranlement des dictatures en Europe (Portugal, Grèce, Espagne), montée générale des luttes prolétariennes à l'échelle continentale. Et d'autre part à la fusion des contradictions sociales accumulées depuis 1945 sur le plan national.

L'avenir promis par le capitalisme est des plus sombres: inflation, chômage, conséquences de l'urbanisation sauvage (nuisances, pollution), déséquilibres régionaux et démographiques. Parmi les gérants du capital eux-mêmes, l'euphorie générale des années 50 a fait place aux premières alarmes: dénonciation du gaspillage, énergie de Sicco Mansholt, crise de l'énergie. Loïn de déboucher sur de nouvelles étapes intermédiaires entre capitalisme et socialisme, sur une restauration de la démocratie bourgeoise, **la crise de la société capitaliste met directement à l'ordre du jour la révolution socialiste.**

Deux systèmes, deux logiques, deux conceptions de la vie collective s'affrontent.

Une société régie par les lois aveugles du marché, de la concurrence sauvage, de l'affrontement chaotique des initiatives privées, ne peut résoudre la crise actuelle. Seule l'explosion des grands moyens de production, la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins sociaux collectivement définis; seules, la réduction massive du temps de travail, le partage de la tâche commune entre toutes les mains et les cerveaux disponibles, l'élévation générale du niveau de connaissances, débouchent sur des solutions véritables. **Les travailleurs découvrent dans leur masse que le bonheur maximum ne coïncide pas avec la croissance maximum fétichisée par le capital.** L'espérance qui naît en eux est celle d'une société où le temps de vivre serait reconnu par une réduction massive du temps de travail, celle d'une société où le plaisir de vivre serait libéré par la suppression du travail aliéné et mécanique remplacé par l'automatisme. L'espérance qui naît en eux est celle d'une société où la satisfaction de besoins sociaux et culturels, discutés et définis en commun, remplace la course à la consommation, artificiellement orientée par les manipulations publicitaires. L'espérance qui naît en eux est celle d'une société où la libération de millions de cerveaux, aujourd'hui mutilés par l'exploitation et l'usage de l'énergie, à ce jour inexploités, et permettra l'invention de nouveaux modes de vie.

Cette espérance s'incarne d'ores et déjà dans les luttes, les revendications, les formes d'organisation que se donne la classe ouvrière. L'aspiration confuse à l'autogestion socialiste, préparée par le développement des luttes anti-hiérarchiques et l'exigence de l'auto-organisation ouvrière, de la vigilance anti-bureaucratique en sont la preuve.

Mai 68 fut une véritable crise d'effacement social et idéologique, que l'absence d'un parti révolutionnaire implanté rendait particulièrement digestible par la bourgeoisie. Les effets retardés de mai 68 sont les plus importants, et se trouvent encore à l'œuvre dans le corps social. En dépit de son aspect confus et vétilleux, le feu de la contestation qui parcourt le long et le large du corps social, tend à rassembler autour de la classe ouvrière un bloc anti-capitaliste qui prendra, dans les prochains affrontements, un contour beaucoup plus précis qu'en 68. **C'est cette chance qu'il faut saisir.** Car le processus n'est pas irréversible. Si le prolétariat se révèle incapable de répondre à l'espoir des couches qui se tournent aujourd'hui vers lui, s'il ne leur ouvre pas une vaste perspective révolutionnaire, s'il ne leur apporte pas la preuve de sa détermination, de sa volonté d'un changement social radical, alors les alliés possibles se détourneront de lui, et iront manger docilement des miettes dans le main de la bourgeoisie.

9.

Si chacune à sa façon, les crises pré-révolutionnaires de juin 36, de la libération, de mai 68, ont bien mis en évidence les capacités révolutionnaires du prolétariat, aucune d'entre elles n'avait de chance sérieuse de victoire, du fait, principalement, de l'extrême faiblesse de l'avant-garde consciente et organisée. Dans leur ensemble, les masses n'avaient pas été traversées par le grand débat stratégique opposant la voie des capitulations réformistes à celle de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sauf exceptions locales, elles ne disposaient pas d'un cadre de débordement des perspectives réformistes et elles n'ont pas massivement construit les structures de double pouvoir, embryons des organes du futur pouvoir prolétarien.

C'est aussi ce qui est en train de changer depuis 1968. Certes, la confrontation entre la voie réformiste et la stratégie révolutionnaire ne prend pas encore la forme d'un débat concret en-

tre un parti révolutionnaire implanté et les organisations politiques des réformistes. Mais, sous l'impulsion des révolutionnaires, la polémique vivante contre le réformisme est menée dans les luttes, portée par une fraction croissante de l'avant-garde large. Elle pénètre le mouvement syndical, et plus ponctuellement, de larges secteurs du prolétariat. Les problèmes liés à la cons-

truction du parti révolutionnaire se situent ainsi dans un contexte tout à fait nouveau: pour la première fois, dans les affrontements à venir, la guerre de positionnement parlementaire entre classe ouvrière et bourgeoisie peut être dépassée, les conditions d'une offensive généralisée de la classe pour la conquête du pouvoir réunies. C'est cette chance aussi qu'il faut saisir.

## II - DECLIN ET DECADENCE DE L'ETAT FORT BONAPARTISTE

10.

La nécessité pour le grand capital en pleine expansion d'un pouvoir fort, capable de décisions rapides, capable d'accélérer la concentration de l'économie française jusqu'alors retardataire dans plusieurs domaines, datait de le pousser dans sa lutte pour la conquête des marchés internationaux, capable de mettre préventivement en place un appareil de guerre civile contre le prolétariat, a déterminé la crise de la démocratie parlementaire et la tendance dans les principaux pays européens à l'instauration d'Etats forts. L'Etat fort, inhérent à l'établissement des monopoles, se caractérise par un déplacement du centre de gravité de l'Etat vers l'exécutif, par un renforcement de l'arsenal juridique de répression, par un quadrillage militaire-policier des populations (en France: article 16, loi anti-casseurs, D.O.T. ilotage). Si l'on retrouve ces traits communs dans l'évolution des Etats bourgeois européens, on ne peut en déduire que l'Etat fort représente un nouveau système de domination stable, qui prendrait la relève de la démocratie parlementaire paralysée. Il se présente plutôt comme un système bâtard, une forme transitoire du pouvoir, destinée par la bourgeoisie à préparer les futurs affrontements sociaux. Trouvant difficilement dans les conditions actuelles les bases d'un mouvement fasciste de masse, la bourgeoisie continuera à s'orienter vers un renforcement de l'appareil d'Etat et des forces parastatutaires.

**Si certains ont pu faire de l'Etat fort gaulliste, l'archétype achevé de l'Etat fort c'est que son instauration a coïncidé en France avec l'avènement d'un régime bonapartiste: la forme de l'Etat fort en France a été marquée dès l'origine de l'empire de Napoléon Ier; elle n'existe pas comme un cadre planté durablement, un système institutionnel solide, indépendant du bonapartisme.** La constitution de 58 cependant reste bâtarde, contradictoire, source de conflits possibles entre les assemblées et le président si l'autorité ou l'arbitrage d'un bonaparte venait à faire défaut. Pour dépasser ces contradictions, il faudrait à la bourgeoisie une défaite de la classe ouvrière, lui offrant la possibilité d'un redémarrage économique, d'une relance des mécanismes d'intégration de la classe ouvrière et d'un rétablissement de son alliance avec la petite-bourgeoisie. Faut de quoi, elle peut difficilement espérer trouver la base électorale du vaste parti conservateur qui lui manque.

11.

Le régime bonapartiste gaulliste est né sur la base d'une défaite ouvrière, de la liquidation de la guerre d'Algérie et d'une période de forte ex-

pansion économique qui lui ont permis de se passer comme un arbitre au-dessus des classes et des partis et de conquérir une part non négligeable de l'électorat ouvrier. Il s'est appuyé sur un «rassemblement» d'aventuriers issus des milieux gaullistes de la Résistance, de rescapés du pétainisme, en passant par le RPF, une sorte de «société du 10 décembre». Il a cherché à intégrer et neutraliser la classe ouvrière par toute une politique de collaboration de classe et d'association capital-travail, des procédures. Toutée aux projets de participation en passant par l'amendement Vallon et l'ordonnance de 67 sur «l'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise». Si ces pièges ont dans l'ensemble été déjoués, les illusions et les mirages de la collaboration de classe ont pu être entretenus jusqu'après la chute de de Gaulle, grâce à un contexte d'expansion exceptionnelle: de 68 à 72, le produit national brut a augmenté en France de 26 % contre 20,8 % en Allemagne, 14,5 % en Italie, 8,8 % en G.B., 11 % aux USA, de 1969 à 73, les exportations françaises ont augmenté en volume à un rythme annuel légèrement supérieur à celui du Japon et très supérieur à celui des autres pays capitalistes développés.

Cette compétitivité du capitalisme français dans les années écoulées tient au bénéfice de la dévaluation de 69, mais surtout à l'intensification des cadences, à la longueur record de la semaine de travail, à la faible progression des salaires, en un mot à la relative accalmie sociale qui a suivi 68: de 68 à 72, les salaires ont augmenté en moyenne de 12 % par an contre 20 % en Italie et en Allemagne; il y a eu dans la période cinq fois moins de journées de travail perdues pour fait de grève qu'en G.B. Néanmoins, le salaire minimum a augmenté en moyenne de 14 % par an et les miettes de l'expansion ont permis de nourrir temporairement les contrats de progrès de Chaban et d'alimenter le mythe de la nouvelle société.

Pourtant, l'équilibre des forces sur lequel reposait le gaullisme était miné dès avant 68. La grève générale de Mai-Juin l'a irrémédiablement rompu. Il en est résulté un nouveau rapport de forces qui exprime le renforcement numérique, le rajeunissement et le regain de combativité et de conscience de la classe ouvrière. Dès lors, l'une des bases du régime, la relative résignation d'un prolétariat défait, disparaît, le régime ne peut que se transformer ou périr. Moins d'un an après 68, à l'initiative de referendums d'avril 69, la bourgeoisie se débarrasse de de Gaulle, Giscard portant le coup de grâce. Pompidou qui avait préparé la relève, lance la formule d'ouverture dans la continuité; tenant compte des nouveaux rapports de forces, il impose à toutes les fractions de l'UDR la nouvelle majorité présidentielle élargie aux RI et au CDP et la présentation de cette nouvelle majorité aux législatives de 73 sous le sigle unique de UR.

Le second coup dur porté au régime, c'est l'impossibilité éprouvée d'intégrer ou de neutraliser la classe ouvrière en lui de la participation ou l'intéressement par dessus la tête de ses organisations syndicales. La politique de contrats de progrès en tient compte et reconnaît les organisations synd-

dicales comme les interlocuteurs naturels du gouvernement et du patronat, ce qui s'inscrit dans la logique du renforcement des droits syndicaux négocié à Grenelle. Pourtant, la politique de Chaban n'a jamais fait l'unanimité ni dans la bourgeoisie, ni dans son propre mouvement. Elle était faite, selon Chirac, « pour des électeurs qui ne voteraient jamais pour nous ». Le limogeage de Chaban et l'arrivée de Messmer à la tête du gouvernement en juillet 72 marquent un changement d'orientation: l'ouverture de la campagne pré-électorale du pouvoir. Sans que la politique contractuelle soit abandonnée, il s'agit dès lors de s'adresser aux catégories « défavorisées » et de les appâter par d'habiles saupoudrages démagogiques, qui trouvent leur expression concentrée dans le programme de Provins. Une série de dispositions budgétaires visent les artisans, les commerçants, les PME, les agriculteurs, les cadres. Si la majorité gagne les élections législatives de mars 73, l'UDR perd la majorité absolue au parlement. Le régime dégringole une nouvelle marche.

La déroute présidentielle de Chaban n'est qu'une nouvelle étape et non la dernière dans la dégringolade du régime. Par sa candidature, il prétendait incarner « l'esprit de rassemblement du gaullisme » au moment même où, de reculs en défaites, l'UDR était tombée au rang d'une fraction parlementaire parmi d'autres, moins homogène que d'autres. Il voulait donner à ce rassemblement une coloration populaire grâce au thème des contrats de progrès et de la nouvelle société, où, avec la fin de l'euphorie expansionniste, les appâts de la collaboration de classe sont de plus

en plus maigres. Il se voulait enfin le défenseur des institutions de la V<sup>e</sup> République au moment même où les contradictions d'un régime privé d'homme providentiel devenaient d'autant plus explosives que le mouvement sur lequel il s'appuyait était affaibli et divisé. Il est significatif que Pompidou qui avait su en son temps, remplir le vide politique en annonçant sa candidature dès janvier 69 à Rome, n'ait pu, se sachant condamné, désigner son successeur. Il est donc logique que, du point de vue de ses intérêts, la bourgeoisie ait choisi Giscard.

## 12.

Quelles solutions Giscard peut-il apporter à la crise du régime et de ses institutions ? Il serait logique qu'il cherche à parachever la transformation du régime en régime présidentiel, en légalisant les pouvoirs exorbitants du président et en supprimant son droit de dissolution de l'Assemblée. La construction d'un grand parti conservateur, courroie de transmission de la politique présidentielle est indispensable à la réussite d'un tel projet ; de même que la possibilité d'alternance entre deux grandes formations bourgeoises ou contrôlées par la bourgeoisie. Or, la réunion de ces conditions reste des plus improbables, ce qui compromet l'aboutissement du projet présidentieliste. Avec quoi souder des alliances durables ? Comment, dans le contexte économique actuel reconquérir les faveurs des fractions petites-bourgeoises, au-delà de quelques pourboires électoraux ? L'Union de la gauche, PCF inclus, constitue-t-elle un interlocuteur assez sûr dans le cadre d'une alternance présidentielle (non que la bourgeoisie craigne les projets réformistes, mais la dynamique sociale qui risque de les déborder). Autant de problèmes et de questions qui rendent bien peu crédible la stabilisation d'un régime présidentiel, aussi longtemps que subsistera la polarisation sociale et politique qui se développe depuis 68. Nous ne sommes pas en 1945. Et les mêmes raisons qui ont ruiné les visées populistes du gaullisme empêcheront que se forme un grand parti démocrate-chrétien ou conservateur, bénéficiant d'une large clientèle électorale populaire. C'est pourquoi, la majorité nouvelle dont parlait Giscard pendant sa campagne loin d'aller vers la fusion organique demeure une fragile coalition présidentielle.

Giscard était, pour le grand capital, le candidat le plus sûr. Sentant venir les temps difficiles, il a axé sa campagne sur l'anti-communisme et les pourboires électoraux. Il est apparu comme le candidat résolu de l'union des droites, le candidat d'une bourgeoisie refusant toute compromission avec le PCF. Mais élu président avec à peine 51 % des suffrages, il ne pouvait rester le président de la seule droite sans courir le risque de la cassure et de l'affrontement social. Ses premières mesures ont visé à disputer au PS la clientèle de la nouvelle petite bourgeoisie urbaine et des secteurs hautement qualifiés du prolétariat (droit de vote à 18 ans, lois sur la contraception et l'avortement, création d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine et d'un ministère de la qualité de la vie, commission sur la réforme de l'entreprise). Sur le terrain des institutions, les projets de réforme constitutionnelle n'ont donné naissance qu'à des avortons de détail. Sur le terrain de la politique étrangère, si le gouvernement a fait quelques pas vers la réinsertion de la France dans les structures périphériques à l'OTAN, il s'est heurté directement à l'impérialisme américain sur la question des ventes d'armes (Dassault) comme sur la question palestinienne.

Le régime Giscard apparaît donc comme un régime de gestion de la crise qui conserve les traits avachis et dégradés du bonapartisme dont il hérite. Loin d'ouvrir la voie à un

nouveau système de domination de la bourgeoisie, il se contente de substituer l'Etat-Giscard à l'Etat UDR sans pouvoir renouer de liens stables avec l'électorat à travers la construction d'un grand parti conservateur implanté. Pour tenir les rôles prévus dans le cadre de l'Etat fort bonapartisme, né du coup d'Etat de 58, la bourgeoisie fait appel aux acteurs dont elle dispose. Pompidou a posé sa candidature à la succession alors que la place n'était pas encore vacante ; mais

il flottait déjà dans la détroque du bonaparte. L'équilibre des forces entre les classes ayant été rompu, Giscard disparaît dans la même détroque. Loin de résoudre la crise du régime dans sa phase de décadence sénile, il est condamné à la gérer. Plus que jamais, l'Etat fort bonapartiste se présente comme un état de transition et de préparation aux affrontements sociaux à venir.

## III - L'UNION DE LA GAUCHE ET LA RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT OUVRIER

### 13.

Treize millions de suffrages ; plus de 49 % des votants. La majorité écrasante des salariés et des jeunes. Et ce alors que les moins de 21 ans et trois millions de travailleurs immigrés n'avaient pas le droit de vote. Treize millions de suffrages rassemblés dans un vote perçu malgré les dénégations du candidat lui-même comme un vote de classe : ce résultat sans précédent de la gauche aux dernières présidentielles illustre les prolongements du grand ébranlement de mai 68 et maintient une solution politique à l'horizon des luttes ouvrières.

Il en résulte pour la classe ouvrière une situation contradictoire. Une situation où ses directions réformistes lui prêchent la modération et la patience dans l'attente d'une victoire électorale annoncée comme inéluctable, en même temps qu'elle voit dans ces résultats une amélioration en sa faveur du rapport de forces entre les classes et un encouragement à ses luttes immédiates contre le chômage et la vie chère ; que le gouvernement et le patronat cèdent ! Et s'ils ne cèdent pas, que les partis ouvriers prennent le gouvernement ! Après la brève période d'attentisme et de réflexion, c'est cette disposition dans l'état d'esprit des masses qui permet la remontée des luttes de l'automne 74, prolongeant l'essor du début de l'année suspendu provisoirement par les élections présidentielles.

Ainsi, la contradiction qui existait entre la combativité réelle à la base et le blocage des directions syndicales en l'absence de perspectives politiques sur le terrain électoral, se déplace. Cette contradiction passe davantage désormais entre le projet de collaboration de classe porté par l'Union de la gauche et la dynamique de mobilisation sociale encouragée malgré eux par l'unité des partis réformistes et des bureaucraties syndicales. Alors que la classe ouvrière voit dans l'Union de la gauche un pas vers son unité, les réformistes maintiennent la division syndicale et s'opposent aux comités unitaires, démocratiques à la base. Alors que la classe ouvrière voit dans et à travers le programme commun un pas en avant vers le pouvoir des travailleurs, les réformistes se préparent à gérer loyalement l'Etat bourgeois, à défendre « l'intérêt national » au coude à coude avec les petits patrons et les monopoles nationaux.

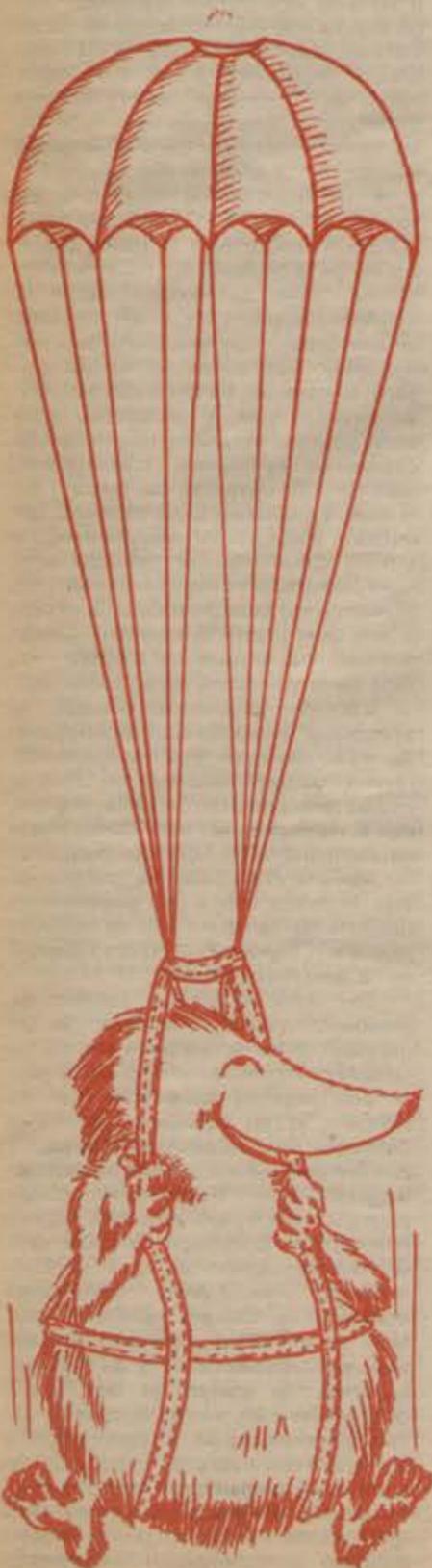
### 14.

Sentant la victoire électorale à portée, mais tirant à sa manière les leçons de la tragédie chilienne, G. Mar-

chais a expliqué aux militants communiste, dès le comité central de juin 74 : « Et même franchirions nous la barre de 50,02, que ce serait encore insuffisant, cette majorité formelle. Il nous faut un courant qui rassemble beaucoup de monde si nous voulons réussir l'expérience que nous proposons. » C'est pour gagner tout ce monde, que le parti communiste a adopté la perspective d'Union du peuple de France, qu'il a entrepris d'expliquer que du programme commun au socialisme il n'y a aucun engrenage et que l'étape à venir se limite à des changements démocratiques, qu'il a tendu la main aux gaullistes et qu'il a ouvert ses portes « sans restrictions » à tous les partisans de ces changements. Ce faisant, le PCF accepte plus explicitement que jamais le cadre de la Constitution de 58, de l'Etat fort légué par de Gaulle et il s'engage à travers l'Union de la gauche dans la conquête d'une majorité présidentielle permettant de gérer légalement la société bourgeoise. Cette politique de l'Union du peuple de France a son fondement théorique dans la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat développée par le PCF, qui substitue à la lutte des classes fondamentales, une théorie de la collaboration de classe avec une partie de la bourgeoisie, le capital non-monopoliste.

En effet, à travers la campagne électorale de Mitterrand, l'UG a confirmé sa vocation de gérante loyale de la société capitaliste. Compte-tenu de ses propres résultats et de la fragilité du régime, elle s'est ainsi présentée comme le dernier recours possible, la dernière carte jouable par la bourgeoisie en cas de crise politique ou sociale ouverte. C'est pour se préparer à d'éventuelles responsabilités gouvernementales que le PC et le PS cherchent un élargissement préalable de leur base sociale et politique. De même que le PC italien propose à la démocratie chrétienne un « grand compromis historique » ; de même que le PC espagnol s'allie au sein d'une junte démocratique à des mouvements monarchistes libéraux et à des secteurs « civilisés » de l'armée ; de même que le PC portugais participe au gouvernement de collaboration de classes aux côtés du Mouvement des forces armées. C'est dans le même sens que l'UG et notamment le PCF a multiplié dès l'automne 73 les avances en direction des PME et des cadres (négociations UGICT-CGC).

Mais la polarisation politique qui résulte en France de l'instauration de l'Etat fort et de la grève générale de 68, se prête mal aux alliances et aux combinaisons parlementaires changeantes. C'est pourquoi, jusqu'à ce jour, aucune des grandes formations politiques bourgeoises n'envisage sérieusement un changement d'alliances au profit de l'UG. Elles préfèrent le cas échéant, offrir le gouvernement aux réformistes et les étrangler dans un réseau d'engagements et de contraintes légales comme le fit la Démocratie-chrétienne au Chili. Seules des personnalités (comme Jobert, Charbonnel, Hamon) ou des groupuscules (comme l'UJP) envisagent de constituer une



quatrième composée bourgeoise de l'UG, ou une troisième et demi, le parti radical de gauche leur ouvrant toutes grandes ses portes.

## 15.

**Le projet des partis réformistes PC, PS, est un projet de collaboration de classe; leur programme commun est un programme de collaboration de classe.** Il ne fait aucun doute que PC et PS souhaitent que l'UG s'élargisse et se transforme en Front Populaire classique. C'est pourquoi, les radicaux de gauche symbolisant et concrétisant au sein de l'UG la volonté d'alliance interclassiste des partis ouvriers réformistes, les militants révolutionnaires devaient appeler en 73 à voter exclusivement pour les candidats du PC et du PS. Mais jusqu'à ce jour, l'UG représente essentiellement une alliance entre les partis ouvriers réformistes, social-démocrate et stalinien, et on ne peut en aucun cas définir la candidature présidentielle de Mitterrand comme celle d'un Front populaire constitué.

La réalisation d'un projet de collaboration de classe, l'application d'une politique de collaboration de classe peut passer par une alliance inter-classiste de type front populaire. Mais ce n'est pas toujours nécessaire: des partis ouvriers ne peuvent former seuls un gouvernement et appliquer une politique de collaboration de classe. En mélangeant projet de collaboration de classe et politique de collaboration de classe déjà éprouvée par les masses, en confondant projet de front populaire et front populaire déjà constitué, on ne peut que semer des confusions révolutionnaires. Ainsi, faire d'un projet de collaboration de classe et d'alliance avec des secteurs significatifs de la bourgeoisie un critère déterminant pour la détermination des consignes de votes, revient à placer les révolutionnaires dans un faisceau de contradictions insolubles. Cela peut tendre à la généralisation d'une position abstentionniste, tant il est vrai que tout parti social-démocrate, et aujourd'hui stalinien, a comme ligne politique la collaboration de classe et comme projet l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie. Cela peut faire oublier que les réformistes au gouvernement n'ont pas nécessairement besoin des ministres bourgeois pour mener une politique anti-ouvrière et contre-révolutionnaire. Cela fait peu de cas de ce qui fonde la politique communiste révolutionnaire en matière électorale: la nécessité pour les masses de faire l'expérience pratique du réformisme face au problème du pouvoir pour perdre leurs illusions démocratiques bourgeoises, et comment l'expérience pratique de l'entrée de secteurs bourgeois significatifs (tels que les militaires dans le gouvernement Allend) peut motiver un changement dans l'attitude des masses et des militants révolutionnaires à l'égard d'un gouvernement des organisations ouvrières réformistes.

C'est pourquoi, s'ils avaient appelé à l'abstention au second tour des présidentielles, les révolutionnaires auraient été concrètement perçus comme ceux qui ont interdit à la classe ouvrière de faire l'expérience du réformisme au pouvoir et de sa « voie » électorale au pouvoir; ils auraient été perçus comme neutres dans un affrontement entre, d'une part le mouvement ouvrier organisé à direction réformiste, et d'autre part la totalité des partis bourgeois représentatifs. La condition essentielle pour appeler à voter pour un candidat réformiste est de garder la totale indépendance et de propager la propagande et d'agitation et de l'utiliser.

La candidature de Charles Piaget au premier tour, sur la base d'un accord programmatique, aurait, par son caractère symbolique et son écho de masse, démultiplié l'impact des explications révolutionnaires. Après l'échec de cette candidature, la LCR s'y

est employé avec tous les moyens qui pouvaient être à sa disposition, en présentant la candidature Krivine au premier tour, et en menant entre les deux tours une campagne visant à organiser la défiance envers Mitterrand.

## 16.

**Dénoncer dès à présent l'UG comme un Front Populaire constitué ne pourrait conduire qu'à une dangereuse confusion des tâches.** En choisissant pour axe principal de bataille la rupture du PC et du PS d'avec les radicaux, ou encore, (pour ceux qui tiennent le PS pour un parti bourgeois), la rupture du PC d'avec les radicaux et le PS. En leur demandant d'appliquer leur programme alors qu'ils n'ont pas de programme qualitatifs distinct du programme commun et que l'UG est déjà, elle-même, une première application de leur programme.

Il n'est pas certain que l'UG ait à se transformer en Front populaire classique pour accéder au gouvernement. L'acceptation des institutions et des lois de l'Etat fort bonapartiste, de la part du PS et du PC, offre déjà à la bourgeoisie d'importantes garanties. Elle lui permet de conserver un président tout puissant au dessus du gouvernement, habilité à dissoudre l'assemblée. Et dans le cas où un président de gauche serait élu, le mécanisme des institutions l'autonomise par rapport aux partis qu'il est censé représenter, le libère de ses engagements programmatiques et le propulse au rôle d'arbitre à la charnière entre les classes. Mitterrand s'était ainsi explicitement préparé au rôle de bonaparte de gauche en se présentant comme le virtuel président de tous les français, en renonçant à ses fonctions dans le PS, en élaborant une charte présidentielle distincte du programme commun (réservé aux seuls accords de gouvernement), en prévoyant la formation d'un gouvernement de personnalité (communistes inclus) et non des partis ouvriers en tant que tels.

C'est pourquoi, s'il est juste et éducatif de dénoncer toute ouverture de collaboration de classe dans l'UG, les axes de bataille sont, jusqu'à nouvel ordre ailleurs. Ils résident dans la lutte pour l'auto-organisation de la classe ouvrière, meilleure garantie contre toutes les formes de collaboration de classe à venir. Ils résident dans la lutte pour le démantèlement de l'Etat fort, pour l'abrogation de la constitution de 58, pour l'abrogation des juridictions d'exception, pour la défense et l'élargissement des libertés démocratiques et ouvrières, pour l'élection à la proportionnelle d'une assemblée constituante. Car contrairement à ce que prétendent les réformistes, le démantèlement de l'Etat fort, n'est pas une préoccupation formelle et légaliste, mais le combat contre l'instrument de guerre civile que s'est forgé la bourgeoisie et que les réformistes s'approprient à occuper pacifiquement au lieu de le détruire.

## 17.

Deux ans après la signature du programme commun, le PCF n'est déjà plus le premier parti électoral de gauche. Cette simple constatation met en évidence les contradictions puissantes qui naissent de l'orientation du PCF. De plus, le rôle de frein ou de force de pression électorale que la fraction PCF entend faire jouer à la CGT a conduit ces derniers mois la confédération à des reculs significatifs aux élections professionnelles au profit de la CFDT. Enfin, pour la première fois, le PCF est contesté sur sa gauche par des organisations révolutionnaires qui ont acquis depuis 68 une implantation non

négligeable dans l'avant-garde ouvrière large, et qu'il est de plus en plus difficile de qualifier de groupuscules étudiants.

**Le PCF doit payer le prix de son électoralisme.** Tout en étant obligé de tenir compte de ce qui se passe dans les masses, le PCF, marqué par son passé et son histoire, doit, pour rassurer l'électorat qu'il convoite, aller très loin dans ses ouvertures à droite.

Et, malgré cette basse besogne, l'UG bénéficie davantage à la social-démocratie, électoralement plus crédible, et qui peut se permettre, sans s'engager à rien de concret, de rassembler des militants ouvriers en reprenant à son compte les thèmes du socialisme et de l'autogestion (Assises sur le socialisme).

**Les liens du PCF avec l'URSS constituent une autre source de contradictions.** Ils ne constituent plus, comme après octobre 17, ou même après Stalingrad, une source de prestige, profitable au PC pour son implantation dans la classe ouvrière. La nouvelle génération ouvrière a du mal à prendre Brejnev pour un héros révolutionnaire; la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique, sa politique contre-révolutionnaire sont de plus en plus largement connues. Cependant, le maintien des liens avec l'URSS demeure un élément de la stratégie réformiste du PCF. Elle lui permet d'avancer la perspective concrète d'un avion ou d'une association avec l'URSS et les pays de l'Est, perspective politique et commerciale qui fait totalement défaut à la social-démocratie.

Et ce n'est pas par hasard que, devant la crise du franquisme, le PC espagnol renforce ses liens relâchés avec le PC portugais; pas par hasard non plus que le PC grec de l'extérieur (lié à l'URSS) se développe notablement en Grèce.

Bien sûr, la bureaucratie soviétique manifeste sans ambiguïté depuis plusieurs années son soutien aux gouvernements bourgeois français; elle préfère soutenir un gouvernement bourgeois qui marque quelque distance vis à vis des Etats-Unis, plutôt que trop attendre d'un gouvernement de gauche où les sociaux-démocrates (dont une partie importante des dirigeants demeure pro-atlantiste) (d'où la visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard en pleine campagne présidentielle). Mais la bureaucratie stalinienne sait placer le réalisme au poste de commande et, au cas où le gouvernement de gauche serait instauré, elle jouerait au mieux de ses moyens de pression sur le PCF pour obtenir les meilleures garanties.

**L'ensemble des contradictions auxquelles le processus de social-démocratisation non achevée dans lequel il est engagé; cette social-démocratisation se manifeste dans la modification des rapports du PCF avec les masses, avec l'appareil d'Etat bourgeois, avec l'URSS.**

**A) Avec les masses.** Face à la radicalisation qui s'est développée dans l'ensemble des pays d'Europe après 68, les PC se sont retrouvés dans une situation différente de celles qu'ils avaient connues en 34-36 ou en 45-47. Lors de ces deux périodes, la partie la plus combative des travailleurs qui s'était révélée à travers les luttes avait été captée par les organisations réformistes et, au premier chef, par le PC qui apparaissait comme le plus à gauche. Dans les deux cas, les périodes de montée avaient rapidement été suivies par des périodes de reflux (guerre mondiale, guerre froide) qui ont empêché un réel développement de l'implantation des révolutionnaires. Après 68 au contraire, une partie importante de la radicalisation ouvrière est passée en dehors des partis traditionnels. La combativité persistante a permis d'élargir les brèches dans la domination réformiste. Une nouvelle avant-garde large échappant au contrôle des directions traditionnelles s'est développée dans la classe ouvrière et dans la jeunesse. Ces facteurs ont déterminé dans le PCF et surtout dans la JC et la CGT (au cœur de la con-

tradition entre la stratégie électoraliste et la combativité ouvrière) un réel malaise: stagnation ou recul des effectifs syndicaux dans certains bastions avec progrès simultanés dans les cadres et dans les secteurs arriérés, recul aux élections professionnelles après les grèves, usure des militants chevronnés, absence de cellules d'entreprise (d'où l'accent mis au XXIème Congrès sur la vie des cellules d'entreprise).

**B) Avec l'appareil d'Etat bourgeois.** Le processus de social-démocratisation se manifeste également par le développement systématique d'illusions parlementaristes et électoralistes (jadis véhiculées principalement par la social-démocratie) et l'absence de toute éducation révolutionnaire. Les succès de leur politique réformiste ont permis à plusieurs PC européens qui sont des partis de masse de conquérir toute une série de positions et de prébendes comparables à celles qu'avaient conquises la social-démocratie classique: positions parlementaires et municipales, syndicalisme de commissions paritaires, positions dans les associations diverses, etc. La longue période de stabilité relative du capitalisme en Europe occidentale et l'absence de grandes explosions révolutionnaires sur le continent entre 45 et 68 a considérablement renforcé cette évolution, jouant en ce sens un rôle analogue à celui de la période d'essor impérialiste en Europe (de 1893 à 1914) pour les partis de la IIème Internationale.

**C) Avec l'URSS.** Avec la coexistence pacifique et la politique de détente entre l'Est et l'Ouest, l'URSS n'est plus directement menacée. Cela ne signifie pas l'existence de partis communistes liés à elle n'ait plus aucune importance à ses yeux. Mais cela leur confère une fonction différée: faire pression sur la bourgeoisie nationale dans le sens des intérêts de la bureaucratie soviétique, aider au maintien du statu quo international. Pour le PC réciproquement, l'URSS n'occupe plus la même place. Après les révélations sur les crimes de Staline, après la Hongrie, après la Tchécoslovaquie, l'URSS est devenue un repoussoir, non seulement pour les nouvelles générations militantes qui, dans la jeunesse et la classe ouvrière, se tournent vers le socialisme, mais aussi pour les « couches nouvelles » de cadres, de techniciens, d'enseignants dont le PC s'efforce de gagner les faveurs électorales. C'est pourquoi (les rapports d'allégeance inconditionnelle à l'URSS entraînant en contradiction avec leurs intérêts de politique nationale), les PC européens cherchent de plus en plus à remplacer la stricte subordination par la « fraternité critique » et mettent l'accent sur la voie nationale au socialisme.

S'il est largement engagé, le processus de social-démocratisation du PCF demeure inachevé. Le PCF reste largement hégémonique dans la classe ouvrière avec laquelle il garde des liens organisationnels étroits; cela lui permet d'opérer des durcissements tactiques et d'assouplir sa pratique en vue de rééquilibrer sa pratique les rapports de force au sein de l'UG, en jouant son implantation contre l'alliance de la social-démocratie.

Ses liens avec les masses se modifient mais il continue à les organiser et ne se contente pas de les influencer électoralement; il est de plus en plus impliqué dans la gestion de l'appareil d'Etat bourgeois, mais de la direction de la social-démocratie, il n'a pas été directement associé pendant de longues années à l'exercice du pouvoir gouvernemental; ses liens avec l'URSS changent de fonction et de forme sans se rompre. C'est en quoi le PCF, demeure un parti réformiste stalinien ce qui ne contredit pas, bien au contraire, qu'il soit irrévérablement passé du côté de la collaboration de classe et de l'ordre bourgeois. Il en résulte cependant des contradictions aiguës qui continueront à se tendre au cours du processus de social-démocratisation, à faire payer au PC un prix de plus en plus lourd, sans qu'il puisse mettre en œuvre aucune politique de rechange. Le XXIème congrès extraordinaire est à ce titre significatif.

Le PCF a répondu aux contradictions inhérentes à sa ligne en haussant le ton et par un raidissement organisationnel ; **mais il a confirmé l'essentiel de sa ligne** : appel aux PME, au capital national, aux gaullistes, élargissement de l'UG à l'Union du Peuple de France.

## 18.

Principal bénéficiaire de la candidature unique de F. Mitterrand, le parti socialiste poursuit sa remontée électorale et le rééquilibrage en sa faveur des rapports de forces au sein de l'UG. Le courant d'adhésion dont il profite depuis le congrès d'Épinay ne se limite plus aux intellectuels salariés et à la périphérie de la classe ouvrière ; il commence de façon encore limitée, à toucher au cœur de la classe ouvrière, par le biais du ralliement de cadres de la CFDT. Les assises du socialisme d'octobre 74 visaient notamment à accélérer ce processus. Ce courant d'adhésions a une signification complexe : il **embrasse à la fois des positions résolument réformistes et anti-communistes et des positions centristes et anti-staliniennes** ; il **passe à la droite mais aussi dans une certaine mesure à la gauche du PCF**.

Discreditée par son rôle dans l'avènement de de Gaulle, la vieille SFIO s'est trouvée au milieu des années 60 à la croisée des chemins. Ses bases traditionnelles dans un prolétariat des industries en déclin allaient en rétrécissant ; ses notables, ses élus voyaient leurs prérogatives rognées et laminées par l'extension de l'État fort. Elle était conduite, soit à rompre ses derniers liens avec la classe ouvrière, au risque de devenir un groupuscule électoral bourgeois, comme l'a bien illustré le sort du parti socialiste italien de Saragat et comme le laissait prévoir la banqueroute électorale de Deferre aux présidentielles de 69. Soit à renouer et renforcer ces liens, en tournant résolument le dos à tout projet de troisième force centriste au profit d'une alliance programmatique avec le PCF. C'est ce second choix qu'incarne Mitterrand et c'est le point de départ de sa réussite. Dès 69, il s'est opposé à l'entrepris présidentielle de Deferre : « Il fallait s'ancrer résolument à gauche... le parti communiste est notre allié naturel. Je constate simplement que l'union de la gauche passe par le PC ». C'est aussi de cette démarche que procède l'ouverture vers la CFDT et la relativisation des rapports traditionnels entre le vieil appareil de la SFIO et la bureaucratie franc-maçonne de FO.

Il ne s'agit pas d'un choix programmatique, mais d'une nécessité électorale : pour refaire le terrain perdu, la social-démocratie n'avait d'autre débouché, d'autre possibilité que de lancer de nouvelles racines dans les diverses couches d'un salariat en plein essor et en plein renouvellement. Si son orientation dans ce sens, lui a permis dans un premier temps de recruter surtout dans les couches de la nouvelle petite bourgeoisie urbaine, polarisées par le prolétariat, c'est en fonction des lignes de moindre résistance de l'appareil stalinien : il ne faudrait pas pour autant faire du PS un parti de la petite-bourgeoisie dont on ne sait d'où viendrait l'autonomie et l'homogénéité politique. D'ores et déjà, le nouveau PS a reconquis et renforcé ses positions électorales dans la classe ouvrière elle-même, y compris parmi les syndiqués de la CGT. Parti ouvrier bourgeois, le PS ne peut, dans les conditions de polarisation sociale et politique qui existent en France depuis 68, envisager le renversement d'alliances sans courir au suicide politique tant que ces conditions persisteront. Il y aura des tensions et des frictions entre PC et PS, mais ni l'un ni l'autre n'ont pour l'immédiat de politique de rechange ; ils sont condamnés l'un à l'autre.

## 19.

En l'absence d'un parti social-

démocrate et d'un parti révolutionnaire puissants, la CFDT a pu aspirer, au lendemain de 68 des courants de militants radicalisés, centristes ou syndicalistes révolutionnaires ; l'esprit du 35ème congrès, le thème du socialisme auto-gestionnaire ont assez bien symbolisé cette radicalisation confuse. Aujourd'hui, la direction confédérale d'Edmond Maire tire argument de la renaissance du PS pour remettre la CFDT à sa place dans le sillage de l'UG, en insistant sur la division des tâches entre parti et syndicat. Elle tend à ne plus se distinguer de la direction cégétiste que par sa référence au PS et son vernis idéologique. Il semble bien que la période d'unité conflictuelle CGT-CFDT de l'après 68 s'achève au profit d'une unité bureaucratique inaugurée par l'accord « de grande portée » du 26 juin 74, véritable accord anti-Lip tourné contre toute forme d'auto-organisation des travailleurs. En revanche cette orientation de la direction suscite au sein de la CFDT une opposition de droite (au nom de l'indépendance syndicale) et une opposition de lutte des classes qui sont exprimées dans l'hostilité sourde qu'a rencontrée l'opération des assises.

Dans la CGT, les différenciations sont plus lentes. D'autant plus que l'existence d'une perspective politique centrale permet à la direction syndicale une tactique plus souple qu'à l'époque du « syndicalisme responsable ». Ne craignant pas pour l'immédiat de débordement politique important, elle peut accompagner et éponger la combativité ouvrière, à la manière de la bureaucratie syndicale italienne. Cette attitude a été inaugurée par le PCF à l'occasion de son revirement lors des manifestations de la jeunesse contre la loi Debré.

Dans l'immédiat, les différenciations dans la CGT ne prennent pas la forme de courants nationaux, mais davantage d'oppositions locales sur la tactique des luttes et la démocratie syndicale.

## 20.

**Avec les élections présidentielles s'est achevée une période politique : celle de l'après mai 68.** La chute du gaullisme, la décadence du régime, la poussée électorale de la gauche, les restructurations en cours dans le mouvement ouvrier, tracent les premières lignes de la période qui s'ouvre. L'extrême-gauche révolutionnaire qui, à l'exception du PSU a fait irruption en 1968 sur la scène politique a donc eu six ans pour réfléchir, se consolider, s'aguerrir. Elle doit maintenant s'atteler à d'autres tâches, plus ambitieuses. Les organisations révolutionnaires doivent se montrer capables d'aller de l'avant, d'opérer une nouvelle mutation, faute de quoi, elle régresseront ou retourneront au néant.

Dans la période écoulée, alors que les réformistes, privés de perspective politique centrale, freinent des quatre fers, l'extrême-gauche s'est montrée capable d'impulser de grandes mobilisations (campagnes contre le procès de Burgos, obsèques de Pierre Overney, mobilisations anti-fascistes, luttes de la jeunesse, campagnes anti-impérialistes) et d'animer le soutien aux luttes ouvrières exemplaires (Joint Français, Lip...). **Aujourd'hui, la perspective politique réformiste par l'UG, étayée par ses succès électoraux, pèse de tout son poids sur l'extrême-gauche.**

Le danger est grand de voir certains groupes fléchir dans la bataille contre le réformisme et, faute de pouvoir offrir une alternative d'ensemble se replier sur la gestion économique des luttes, localement, au jour le jour, et sur le sectarisme.

L'avenir politique des différents groupes qui constituent la réalité mouvante de l'extrême-gauche dépend :

— de leur aptitude à s'ancrer dans l'avant-garde ouvrière large

— et surtout de leur façon de se situer par rapport à l'union de la gauche.

L'OCI s'est située de longue date en position de rupture par rapport à l'ex-



Le camarade Pierre FRANK à l'intervention de clôture du congrès.

trême-gauche organisée. Son incompréhension de l'évolution de la CFDT et du processus de recomposition du mouvement ouvrier la coupe d'une partie de l'avant-garde large. Ce qui va de pair avec un propagandisme droitier, un opportunisme foncier vis à vis des directions réformistes et tout particulièrement de vieilles couches droitières de la social-démocratie.

Le projet à long terme de **Lutte Ouvrière** est non seulement la constitution, à côté du PCF d'un parti ouvrier révolutionnaire résultant de son propre grossissement, mais aussi la reconstruction, à côté du mouvement syndical dominé par les réformistes, d'un mouvement ouvrier « propre » sous sa direction. D'où une pratique qui favorise la division syndicale voulue par les réformistes. Après avoir développé au lendemain de mai 68 un cours unitariste de façade, qui visait à utiliser l'impact politique de l'ensemble de l'extrême gauche pour capter dans ses propres rangs les ouvriers radicalisés, Lutte Ouvrière s'oriente vers une rupture marquée d'avec l'extrême-gauche organisée, caractérisée comme petite-bourgeoise et présentée comme un obstacle à sa propre transcendance en parti révolutionnaire. Ce sectarisme organisationnel se double d'un opportunisme politique qui l'a déjà conduite à des capitulations programmatiques (notamment sur la question de l'anti-militarisme). Son attitude vis à vis de l'Union de la Gauche mêle un propagandisme droitier et en pratique un repli économiste ; elle manifeste une incompréhension de la recomposition du mouvement ouvrier qui conduit à négliger les courants de radicalisation qui traversent la CFDT, à sous-estimer la remontée du PS pour situer exclusivement son intervention par rapport à la base ouvrière du PC.

Ce contexte favorise une résurgence de courants mao-staliniens (PCR-HR) qui se situent frontalement en opposition non seulement au PCF mais également des travailleurs qu'il influence. Par cette position et par la référence inconditionnelle à la Chine, ils peuvent être perçus comme une alternative « dure » par les éléments les plus frustes de l'avant-garde large.

**Révolution** s'est constituée sur la base d'une incompréhension ultra-gauche du stalinisme et d'un opportunisme foncier vis à vis de composantes spontanistes et anti-syndicales de l'avant-garde large. L'apparition d'une perspective réformiste crédible l'a poussée vers un opportunisme électoral doublé d'un repli économiste, qui traduit le fait qu'elle se trouve programmatiquement désarmée face à l'Union de la Gauche. Elle devrait logiquement s'orienter vers une adaptation centriste vis à vis des courants gauches de la CFDT, cette évolution ayant jusqu'ici été freinée par les rapports de force existants dans l'extrême-gauche et par son sectarisme organisationnel. La renaissance de courants mao-staliniens devrait contraindre Révolution à préciser sa position délibérément ambiguë sur la Chine, position qui lui avait permis de se nourrir de la crise du mao-spontanisme.

Enfin, au moment où un début de réorientation au sein de l'extrême-gauche est nécessaire et vital, le danger est grand de voir ces groupes répondre à une situation nouvelle par une sectarisation organisationnelle, offrant à l'avant-garde large déjà échaudée par le fonctionnement bureaucratique des organisations réformistes une caricature de centralisme démocratique. **Il est significatif qu'aucun de ces groupes (LO, Révo, PCR) ne reconnaisse le droit de tendance en son sein** et que LO ne réunisse aucun congrès pour voter l'orientation et élire les directions.

Si l'extrême-gauche révolutionnaire est trop faible pour opposer aux perspectives centrales des réformistes des solutions autres que propagandistes, les conditions sont pourtant plus propices que jamais à son implantation en profondeur dans la classe ouvrière. Les réactions dans la base du PC et notamment dans ses jeunesse à l'occasion du congrès extraordinaire ont bien montré les contradictions qui naissent de sa ligne. **D'autre part, le rejet par un courant lutte de classes dans la CFDT et le refus par la majorité du PSU du ralliement pur et simple au PS expriment à leur façon une défiance politique envers les voies réformistes, née de l'expérience de 68 et nourrie de l'exemple tragique du Chili.**

La gauche centriste du PSU est désormais majoritaire. Mais ce parti ne pourra plus jouer à l'avenir le rôle d'arbitre entre l'ultra-gauche et les marxistes révolutionnaires (comme dans l'immédiat après-mai) ou entre les révolutionnaires et les réformistes (comme dans la période plus récente). La nouvelle direction composite du PSU se verra ainsi obligée de clarifier ses propres positions sur les problèmes stratégiques fondamentaux, sur la question des alliances et sur celle du parti à construire.

Il serait catastrophique que les groupes d'extrême-gauche affrontent la nouvelle situation en ordre dispersé, la plupart campant craintivement sur leurs positions. Cela ne pourrait conduire qu'à une division et une désorientation des forces qui cherchent une perspective socialiste. Cela ne pourrait conduire qu'à une attitude défaitiste face aux réformistes à l'attente de leur avènement électoral comme une étape nécessaire et à la préparation du grand débordement pour les surlendemain qui peuvent très bien ne venir jamais. Les erreurs du MIR chilien face à l'unité populaire doivent en la matière nous servir de leçon.

**C'est pourquoi le développement de l'extrême-gauche passe désormais par un grand débat d'orientation stratégique et une démarche unitaire systématique dans les différentes activités de masse comme dans les campagnes politiques centrales.** Ceci ne signifie pas qu'il faille se contenter d'un quelconque front des révolutionnaires ou des auto-gestionnaires. La stratégie révolutionnaire et l'auto-gestion socialiste, la caractérisation de l'U.G. et la tactique face aux réformistes, le type parti et l'Internationale à construire sont les points décisifs du débat au sein

de l'extrême-gauche. Ce débat n'a rien d'académique. Il passe par des confrontations publiques, des rencontres à la base et au sommet entre les organisations (en particulier les rencontres locales, nationales ou par branches de militants ouvriers), des activités communes ou concertées dans les syndicats, le mouvement des femmes, la jeunesse, le mouvement anti-militariste.

Par sa place dans l'extrême gauche, le PSU a des responsabilités particulières à cet égard. La LCR, quant à elle, prendra les siennes et fera tout pour la réussite d'une telle démarche.

Car, il faut dire clairement que nous

devons viser plus et plus loin que les alliances tactiques et les coopérations méfiantes. **Sur la base d'un débat préalable sur la stratégie révolutionnaire et la destruction de l'Etat bourgeois, sur la caractérisation de l'U.G. et la tactique face aux réformistes, et d'une pratique écartant tout esprit de secte, c'est à la construction d'une organisation révolutionnaire commune qu'il faut viser.** Sans précipitation, sans confusion, sans compromis fragiles ni ambiguïtés, mais résolument. Parce que c'est un instrument nécessaire aux tâches qui nous attendent et que les conditions mûrissent pour faire un pas décisif en ce sens.

## IV - LES PRIORITES POUR NOTRE ACTION

### 21.

L'économie française est, comme nous l'avons vu, entrée dans une période de récession plus profonde et durable que les précédentes. Face à la crise, les positions du PC et du PS sont sensiblement différentes. Selon le PC, la crise n'est que le résultat de la mainmise des grands monopoles sur « l'économie nationale ». L'application du programme commun et notamment une **relance de la demande intérieure**, grâce à une hausse du pouvoir d'achat suffiraient en théorie à redresser la situation économique. Le PS, par contre, essaie d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme capable de **gérer la crise** en proposant des mesures de **stabilisation** qui visent à faire supporter la crise à la classe ouvrière. En effet, les seuls remèdes à la situation actuelle dans le cadre des rapports de production capitaliste et dans le cadre de sa dimension internationale, consistent à faire pression sur les salaires et à éliminer les entreprises peu rentables tout en renforçant la capacité concurrentielle des autres entreprises. Dans le cas d'un gouvernement de l'Union de la Gauche, il est évident que le PC, du fait de son implantation, souffrirait beaucoup plus que le PS de la mise en œuvre d'une telle politique.

La période 69-74 avait été **principalement** marquée par l'attaque au niveau économique des secteurs « marginaux » de la classe ouvrière (petites entreprises, distribution, banques, fonction publique, etc...), phénomène lié aux nécessités de restructuration ponctuelle de l'économie française ; les secteurs les plus importants de la classe ouvrière (métallurgie, chimie, etc...) ayant au contraire, relativement **bénéficié** (pouvoir d'achat, emploi) de la forte expansion de ces branches.

Le tournant économique qui s'opère aujourd'hui fait que ces **secteurs « centraux »** vont être eux aussi progressivement touchés par la récession. C'est désormais **l'ensemble** de la classe ouvrière, qui va avoir à faire face à une attaque de la bourgeoisie, aussi bien au niveau de son **pouvoir d'achat** (limitation des augmentations de salaires face à une inflation importante) qu'à celui de **l'emploi** (augmentation massive du chômage dans la quasi totalité des branches industrielles, et ce pour une période assez longue). Pour la première fois depuis 1967, les conditions objectives sur le plan économique se réunissent pour :

- l'entrée en lutte des secteurs les plus importants de la classe
- la généralisation des luttes pour la satisfaction des revendications ouvrières.

### 22.

**Contre la vie chère et le chômage, unité des travailleurs,**

**généralisation et centralisation des luttes !**

Le gouvernement s'est montré incapable de freiner la hausse vertigineuse des prix. Les trusts multinationaux et les patrons se battent avec acharnement pour préserver leurs profits. L'inflation entame le pouvoir d'achat des travailleurs. Pour garantir et améliorer le pouvoir d'achat, il faut :

- 1700 Frs minimum pour les salaires et 200 Frs d'augmentation pour tous
- l'échelle mobile des salaires, des pensions et des retraites, applicable mensuellement sur la base des indices des organisations ouvrières syndicales.
- la suppression des taxes à la consommation et, au premier chef, et de la TVA, gabelle de notre temps ! L'impôt fortement progressif sur la fortune !

Les chiffres officiels annoncent pour la fin 74 plus de 700000 chômeurs déjà. Il y en a bien davantage si l'on ajoute tous les chômeurs camouflés, les jeunes sans emploi, les emplois à temps partiel. La situation est pire encore aux Etats Unis et dans les autres pays d'Europe. Les fermetures de Titan Coder, des Tanneries d'Annonay, les licenciements de Néogravure en annoncent bien d'autres. Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la gabegie et du chaos capitalistes. Les lips ont montré la voie !

- Non aux licenciements ! Non aux démantèlements ! Non à la privatisation du secteur public et nationalisé ! Droit de veto sur les licenciements !

- Réduction des cadences ! Semaine de 35 H ! Echelle mobile des heures de travail : partage du travail entre toutes les mains et les cerveaux disponibles, sans diminution de salaires ! Formation professionnelle pour tous prise sur le temps de travail !

- La satisfaction de ces revendications est possible, les moyens existent, les travailleurs peuvent le vérifier en imposant le contrôle ouvrier sur la production : contrôle des stocks et des carnets de commande !

- Ouverture des livres de compte ! Veto ouvrier sur les licenciements ! Contrôle ouvrier sur la production !

- Expropriation, c'est-à-dire nationalisation sans indemnité ni rachat de tous les grands trusts industriels, condition indispensable à une planification démocratique de l'économie au service des besoins des travailleurs !

Pour faire face au mécontentement des travailleurs, le pouvoir et le patronat spéculent sur la division des travailleurs, sur la discrimination entre les sexes, les nationalités et les races.

- A travail égal, salaire égal, statut égal !
- Mensualisation immédiate pour tous et titularisation des personnels auxiliaires ! Suppression des négriers modernes !
- Contre tout contrôle de l'immigration, contre tout statut spécifique qui maintienne une division entre travailleurs français et immigrés, mêmes droits politiques, syndicaux, et sociaux pour tous les travailleurs sans distinction de nationalité ni de race.
- Ouverture immédiate des

frontières ! Abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin qui livre les immigrés à la merci des patrons et des flics ! Arrêt de toute mesure d'expulsion ! Dissolution de l'ONI et du Bumidom !

- Soutien aux luttes des travailleurs immigrés ! Interdiction de la presse, des meetings, des manifestations racistes !

### 23.

**Pour la fusion syndicale avec droit de tendance ! Pour la démocratie ouvrière et le contrôle unitaire des travailleurs sur leurs propres luttes !**

Face au bloc uni du patronat et du pouvoir, l'unité ouvrière est indispensable. Il y a plusieurs courants politiques dans la classe ouvrière. Chacun défend sa conception du socialisme et des moyens d'y parvenir. Mais débat permanent et unité de la classe ouvrière ne sont pas incompatibles. **Nous sommes pour l'existence d'une seule organisation syndicale unifiée : une seule classe ouvrière, un seul syndicat avec droit de tendance !** Dès aujourd'hui, il est possible de préparer l'unification syndicale, incluant la FEN : par la tenue d'assemblées générales intersyndicales sur les problèmes de l'entreprise ; par l'échange de tribunes libres dans la presse syndicale ; par la mise en place de commissions intersyndicales qui peuvent être ouverte aux non-syndiqués (femmes, jeunes, immigrés en particulier).

Dans les luttes et les grèves : **réunion régulière de l'assemblée générale des travailleurs, souveraine, qui prend les décisions et tranche les différentes propositions. Chaque fois que possible, élection de comités de grèves, à partir de délégués par ateliers, secteurs et services, syndiqués ou non, élus et révocables ; réunion publique du comité de grève. L'assemblée générale et le comité de grève renforcent l'unité des travailleurs, leur contrôle sur les décisions, la formulation des revendications, les négociations. Ils peuvent donner naissance à des comités d'usine ou des comités de contrôle, pour assurer le contrôle des travailleurs sur la sécurité et les rythmes de travail, pour veiller au respect et au maintien des conquêtes ouvrières après la lutte.**

### 24.

**Contre les bandes patronales et le gouvernement de guerre civile, autodéfense des organisations et des luttes ouvrières ! Droit d'organisation et d'expression des soldats, travailleurs sous l'uniforme !**

Depuis la grande peur de 68, la bourgeoisie met en place ses dispositifs contre la classe ouvrière : renforcement du quadrillage policier, multiplication des bandes et milices patronales, entraînement de l'armée contre l'ennemi intérieur (D.O.T.). Le nombre de grèves avec occupation contre lesquelles le gouvernement et le patronat ont envoyé leur police ou leurs bandes (SAC, CFT) ne se comptent plus. Il faut répondre à ces agressions par l'autodéfense ouvrière ; plus un flic dans les usines !

- piquets de grève massifs et mobiles !
- piquets mobiles de défense mutuelle, embryons de la milice ouvrière de demain !
- pacte d'auto-défense des organisations ouvrières contre l'agression de leurs luttes, de leurs locaux, de leurs militants !
- préavis de grève de solidarité avec les usines en grève menacées d'intervention policière !

Le gouvernement emploie l'armée contre les grèves (des transports, des éboueurs, des aiguilleurs du ciel, postiers) et contre les luttes d'émancipation des peuples des colonies. Les ministres affirment que l'armée est le dernier « rempart de la société libérale ».

La bourgeoisie impose à son armée une discipline de fer et la prépare à la lutte contre « l'ennemi intérieur », autrement dit les travailleurs. **Contre cette armée d'embrigadement de la jeunesse et de guerre civile, soutien aux revendications de l'appel des cent ! Sous l'uniforme, le soldat reste un travailleur !**

- libre choix de la date et du lieu d'incorporation entre 18 et 25 ans ;
- solde égale au SMIC, transports gratuits ;
- réduction du service au temps d'apprentissage des armes ;
- droit des engagés à résilier leur contrats ;
- droit à l'apprentissage des armes pour les femmes ;
- pas de chantage aux permissions, temps libre en dehors des heures de service, à bas l'encasernement ;
- dissolution de la sécurité militaire, suppression des tribunaux militaires, de toutes sanctions et brimades, fermeture des bagnes militaires ;
- droit à l'information et à la liberté d'expression dans les enceintes militaires, droit à l'organisation syndicale et politique des soldats.

Pour le soutien aux luttes des objecteurs, des insoumis et des soldats dans les casernes, **unification des organisations anti-militaristes civiles (CDA, CAM, IDS, CSOC).** Prise en charge de l'aide aux soldats par le mouvement ouvrier lui-même, à commencer par les organisations syndicales (parrainage, soutien aux revendications des soldats, aide matérielle, syndicalisation des conscrits).

### 25.

**Contre l'Etat fort, défense des libertés démocratiques, abrogation de la constitution de 58 et des juridictions d'exception ! Démantèlement de l'Etat fort !**

Sur la base du coup d'Etat militaire de 58, la bourgeoisie a instauré un Etat fort. En 16 ans de règne absolu, elle a multiplié les juridictions d'exception, les corps spéciaux, les dispositifs anti-ouvriers. Elle s'est ainsi donnée tous les moyens et toutes les garanties légales pour paralyser un gouvernement des organisations ouvrières qui accepterait ce cadre. C'est pourquoi il faut briser, démanteler les institutions de l'Etat fort.

- abrogation de la constitution de 58 ! Assemblée constituante à la proportionnelle intégrale ! Droit de vote à 16 ans ! Droit de vote pour les travailleurs immigrés !

- a bas les tribunaux d'exception, la cour de sûreté de l'Etat, les lois scélérates (loi anti-casseurs) ! A bas la garde à vue et les pouvoirs judiciaires de la police ! Suppression de la prison préventive et du contrôle judiciaire !

- dissolution des corps spécialisés dans la répression : CRS, brigades spéciales, gardes mobiles ! Dissolution des ligues armées du capital (SAC, CDR, CFT) ! Reconnaissance sans restriction des droits syndicaux des policiers, y compris les droits de grève !

- abolition de toute censure !

### 26.

**A bas le colonialisme français ! Solidarité avec les peuples en lutte !**

- Indépendance inconditionnelle pour les TOM et les DOM !
- Troupes françaises hors d'Afrique !
- Arrêt des ventes d'armes à toutes les dictatures !
- La France hors du pacte atlantique ! A bas les pactes militaires impérialistes !
- Arrêt de la collaboration policière et militaire avec la dictature franquiste !
- Défense des prisonniers politiques d'Espagne, du Chili, du Brésil, de Ceylan, du Sud Vietnam, d'Israël, de Tchécoslovaquie, de l'URSS... et soutien aux peuples en lutte pour leur émancipation nationale et sociale !

— Liberté totale d'activité et de mouvement pour les réfugiés politiques !

— Coordination des organisations et des luttes ouvrières à l'échelle de l'Europe !

27.

**Pour un gouvernement des travailleurs ! Pour un gouvernement des organisations ouvrières appuyé sur la mobilisation des travailleurs !**

Avec un président mal élu, le régime Giscard est en sursis. Face aux menaces de crise, aux licenciements, à la vie chère, les travailleurs savent qu'ils ne peuvent attendre une hypothétique victoire électorale. Ils savent qu'ils peuvent arracher leurs revendications par un **troisième tour social** et faire plier le gouvernement. Et, s'il s'obstine, le jeter à bas par la grève générale.

Mais pour garantir durablement les conquêtes ouvrières, il faut aller plus loin, vers la mise en place d'un véritable **gouvernement des travailleurs** ! Un gouvernement des travailleurs seul capable de satisfaire leurs revendications, d'exproprier le grand capital, d'organiser la planification démocratique de l'économie, de réduire massivement le temps de travail, d'instaurer le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, d'épurer les administrations, de démanteler l'Etat fort, d'armer les travailleurs contre la réaction, d'avancer vers les Etats-Unis socialistes d'Europe, réponse ouvrière à l'Europe du capital.

L'Union de la gauche que le PCF et le PS opposent comme solution concrète aux gouvernements de la droite illustre dès maintenant la perspective de collaboration de classe de ces partis. Nous devons exiger en tout premier lieu la rupture de tout lien, de tout accord, de toute compromission des organisations ouvrières avec des organisations bourgeoises.

A) Dans une conjoncture comme celle qui a suivi 68, où le problème du pouvoir n'est pas posé et où n'apparaît pas dans la conscience des masses la possibilité d'une alternative politique, nous n'avons que la formule propagandiste du « gouvernement des travailleurs », défini par ses tâches, comme acception populaire de la dictature du prolétariat.

B) Dans une situation de crise pré-révolutionnaire où, à un niveau de masse, est ressentie non seulement la nécessité de changer de gouvernement, mais l'existence d'un rapport de forces créé par la mobilisation des travailleurs qui permette de le faire, la carence, les dérobades des directions réformistes, nous pouvons, en l'absence d'organes soviétiques, être amenés à avancer la formule de « gouvernement PC-PS » comme formule d'agitation, dont le but est d'élever le niveau de conscience des masses influencées par le réformisme, en leur faisant toucher du doigt la couardise de leurs dirigeants.

C) Dans une situation intermédiaire, comme celle qui s'est ouverte après les élections présidentielles, où l'écrasante majorité des travailleurs s'est clairement prononcée contre le régime actuel, où existe le sentiment de la possibilité d'un changement gouvernemental, nous ne pouvons plus nous contenter d'avancer la formule d'un gouvernement des travailleurs défini par ses tâches, ce qui pourrait conduire à un contournement de fait de l'existence des organisations ouvrières et de l'alternative qu'elles proposent.

Nous devons au contraire peser sur la contradiction existant entre leur prétention à accéder au gouvernement et leur refus de le faire sur la base d'une mobilisation extra-parlementaire qui détermine toute leur tactique par rapport aux luttes, à leur unification, à leur centralisation. Ce qui implique d'une part avancer une formule propagandiste, « gouvernement des travailleurs », « gouvernement des organisations ouvrières », et en même temps de désigner **nommément** le PC et le PS en les plaçant devant leurs responsabilités, éduquant ainsi l'avant-garde large dans la bataille à mener à l'égard des travailleurs avancés influencés par les réformistes.

Avancer dans une telle période la formule **positive** « gouvernement PC-PS » ne peut avoir que deux conséquences :

— soit une évaluation ultra-gauche de la situation et, partant, du niveau de mobilisation et de conscience des travailleurs, laissant croire que le pouvoir est à portée de la main : illusion facilement réfutable par les réformistes et passant à côté de la critique essentielle sur les tâches (la centralisation des luttes...);

— soit une ligne opportuniste conduisant inévitablement à une position

de soutien critique, présentant de fait le gouvernement PC-PS comme une « étape indispensable » : position inefficace vis à vis des travailleurs avancés influencés par les réformistes et méséducatrice vis à vis de l'avant-garde large.

D) Enfin, dans le cadre d'une échéance électorale, nous menons notre bataille essentielle sur ces tâches d'un gouvernement qui se réclame des organisations de la classe ouvrière, l'auto-organisation et la rupture avec toute formation ou tout politicien bourgeois.

lement sur les questions de pratique syndicale.

Dans les domaines où il n'existe pas d'unité organique avec les réformistes, nous distinguons deux cas.

Dans les organisations anti-impérialistes (FSI, Comités Chili) ou antimilitaristes (Comités CDA) le centre de gravité passe principalement par l'avant-garde large, même si à l'occasion de campagnes et de mobilisations, les comités de base peuvent mordre sur des couches beaucoup plus larges. **Il serait naïf de croire que ces organisations puissent attirer à elles les courants réformistes en abaissant le contenu politique de leurs plateformes : elles y perdraient les moyens de gagner et d'éduquer l'avant-garde large sans pour autant imposer l'unité organique aux réformistes.** C'est dans l'action que l'unité peut être réalisée avec eux, ou leur être imposée comme l'ont illustré les campagnes du Secours Rouge (Burgos), du FSI, des Comités Chili et, dans une moindre mesure, localement, du CDA.

Sur les terrains où il existe une base sociale spécifique de radicalisation, les rapports dialectiques entre les masses, l'avant-garde large et l'avant-garde communiste revêtent une forme particulière. Il en résulte également des réponses organisationnelles spécifiques. C'est le cas du mouvement des femmes qui peut, malgré l'absence des réformistes en tant que tels, organiser dans des groupes de base un large éventail de niveaux de conscience et de courants idéologiques divers. Nous pouvons animer en son sein un pôle de lutte de classe coordonné nationalement. C'est le cas des mouvements de jeunesse où l'unité avec les réformistes se réalise ponctuellement dans les luttes, à travers des comités de grève ou de mobilisation, sans que puisse exister d'organisation de masse permanente unitaire, du milieu, autre que les simples pseudopodes de tel ou tel groupe. C'est le cas aussi des comités de soldats.

En dernière analyse, les formes d'organisation dans ces différents domaines, leur caractère unitaire, leur type de plate-forme, **dépendent de l'évolution du rapport de force entre réformistes et révolutionnaires au sein même du mouvement ouvrier.**

## V - AUX MASSES COMMENT ?

28.

Notre analyse de la situation politique, de la crise du régime, des réponses réformistes définit le cadre actuel de notre travail dans les masses, les conditions de pénétration de nos mots d'ordre.

Si le rapport de forces entre les partis réformistes et l'avant-garde communiste est écrasant en faveur des premiers, il tend à se modifier du fait de l'émergence et du mûrissement d'une avant-garde large, issue des luttes, et qui rompt durablement avec la pratique réformiste dans les luttes sans adopter spontanément l'intégralité d'un programme révolutionnaire conséquent.

A la question « à qui s'adressent les révolutionnaires ? » nous répondons : aux masses bien-sûr, mais en tenant compte de leur expérience, des différenciations dans leur niveau de conscience et de leurs formes d'organisation. Nous nous adressons aux masses en partant des besoins et des préoccupations qui découlent objectivement de leur situation (et non des besoins tels que les expriment à leur façon les réformistes), pour gagner la confiance qu'elles accordent encore, dans une large mesure, à leurs directions réformistes. Dans cette bataille, l'existence d'une avant-garde large et notamment d'une avant-garde ouvrière, nous permet de prendre certaines initiatives quand elles s'imposent, de ne pas rester à la traîne des directions réformistes, de répondre dans la mesure de nos moyens aux tâches mises à l'ordre du jour par le cours des luttes de classe, et de mettre dans l'action les réformistes devant leurs responsabilités.

Si nous devons nous tourner vers les masses, apprendre aux travailleurs d'avant-garde à se tourner vers leurs frères de classe qui n'ont pas encore compris autant de choses qu'eux-mêmes, **cela ne veut pas dire que nous puissions organiser directement les masses, indépendamment de leurs directions réformistes, sauf dans des conditions exceptionnelles.** Toute organisation de masse à laquelle les réformistes ne participent pas est inévitablement confrontée au problème brûlant des rapports avec eux. D'autant plus que, malgré les changements survenus dans les derniers mois (développement de l'avant-garde ouvrière large, renforcement des communistes révolutionnaires au sein de l'extrême-gauche), il n'est toujours pas possible d'imposer une unité d'action systématique de la base au sommet, aux réformistes ; à moins de se mettre simplement à la remorque de leurs propres initiatives. Notre démarche vise donc à entreprendre les campagnes, engager les actions qui s'imposent et de proposer systématiquement l'unité d'action aux réformistes dans une perspective de **Front Unique Ouvrier anti-capitaliste.**

Dans cette démarche, nous nous opposons à ceux qui érigent l'avant-garde large telle qu'elle est en direction de rechange du prolétariat, comme à ceux qui la méprisent ou l'ignorent pour sa

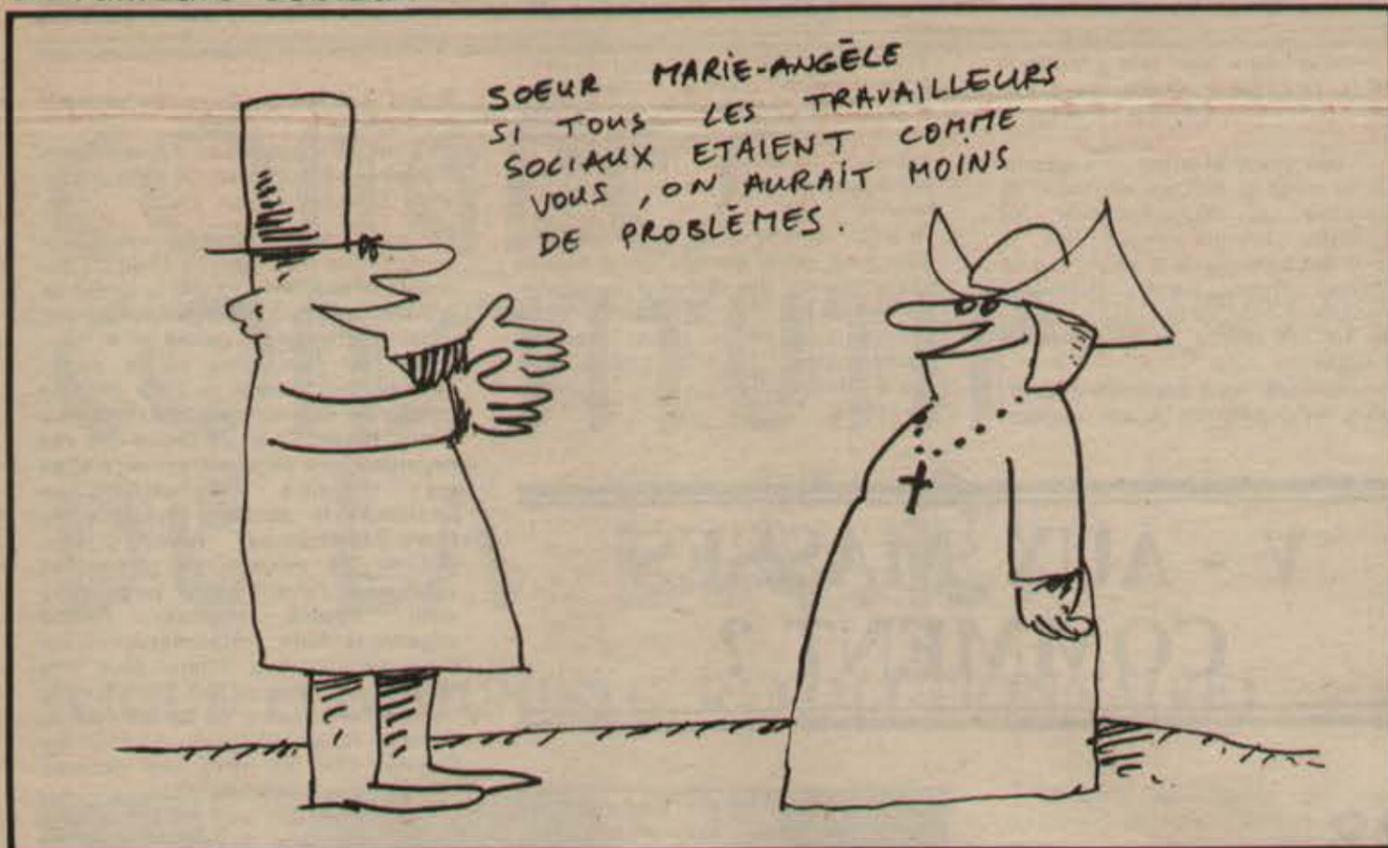
confusion et préfèrent s'adresser de façon privilégiée aux organisations réformistes en tant que telles.

29.

Notre perspective se concrétise de façon différente selon le type de mobilisation de force sociale en jeu, et de rapports unitaires qui en résultent.

Les syndicats représentent de fait, malgré les pratiques bureaucratiques, un cadre de travail unitaire, permanent, entre révolutionnaires et réformistes, sur la base de la défense des intérêts des travailleurs et de leur indépendance de classe. Dans les syndicats, nous visons à construire des tendances larges regroupant les travailleurs avancés sur une orientation de lutte de classe, en soulignant que la plate-forme d'une telle tendance doit poser le problème du débouché politique des luttes. Si nos forces nous interdisent de proclamer nationalement une telle tendance, dans la CGT comme dans la CFDT, nous pouvons avancer dans la construction de pôles tendanciels locaux plus ou moins stables ; de tels pôles se définissent bien sûr essentiel-





## PAS ÉPARGNÉS PAR LA MATRAQUE PATRONALE !

### A QUOI SERT LE SECTEUR SOCIAL ?

Comme le secteur sanitaire, son rôle majeur est la reproduction, la réparation, la reconstitution de la force de travail.

Face à la crise des institutions traditionnelles de la classe dominante chargées de véhiculer son idéologie (église, école...), la bourgeoisie utilise, pour y pallier, les travailleurs sociaux. Ceux-ci, œuvrant sur des effets de l'exploitation capitaliste (délinquance, alcoolisme, conflits familiaux...), les réduisant à des problèmes individuels, n'ont pas la possibilité d'en analyser les causes réelles.

Pour effectuer la propagation des valeurs bourgeoises et maintenir de fait les travailleurs / « usagers » dans leur situation d'exploités, la bourgeoisie a besoin de travailleurs dociles, se situant « au dessus des classes » (« vocation » de l'assistante sociale, « technicien de la relation », « militantisme social... »).

De plus en plus, les travailleurs sociaux analysent leur fonction, se situent comme travailleurs à part entière, rejoignent le combat de la classe pour son émancipation ! Dans cette situation l'objectif du pouvoir à l'égard du secteur social est clair :

### LE METTRE AU PAS !

Il a besoin d'agents à son service, mais dans la période de crise économique, le secteur social doit être le moins coûteux possible pour les honorables « bienfaiteurs » !

Le secteur social est indispensable à la bourgeoisie, mais à court terme improductif. La normalisation et la rentabilisation du secteur social n'ont qu'une signification pour les travailleurs (professionnels et en formation) : la répression !

- licenciements,
- blocage des salaires,
- dégradation des conditions de travail (réduction des effectifs),
- sélection par le fric,
- et aujourd'hui, remise en cause du droit de grève des travailleurs sociaux !

### LES LUTTES

Suite à un licenciement abusif pour désaccord idéologique les travailleurs

du Petit Chanteloup (foyer de liberté surveillée à Arpajon) se battent depuis plus de six semaines (grève illimitée, occupation jusqu'à l'expulsion par les flics le 11 décembre). Déterminés à gagner, à obtenir la réintégration du directeur licencié, les travailleurs du Petit Chanteloup, épaulés par les organisations syndicales et la revue **Champ Social**, mensuel des travailleurs sociaux, durcissent leurs moyens d'action.

Aujourd'hui, les négociations n'aboutissent pas, seuls, les travailleurs ne pourront gagner. Il faut mener régionalement la lutte !

- Une première manifestation départementale à la Ferté-Alais a rassemblé le 4 décembre, 300 travailleurs.

- Le 17 décembre, ce sont 700 travailleurs qui manifestaient leur soutien à Chanteloup, et à Buzenval, à travers leur propre lutte, et sur leurs propres revendications (notamment : plus de 150 travailleurs en formation de la région, les éducateurs de Prévention...)

- A Colombes (Hauts de Seine), les travailleurs de l'association **Buzenval**, club de prévention, « en milieu ouvert », exigent depuis huit semaines la réintégration d'un syndicaliste. Ils occupent les locaux depuis le 12 décembre. Moins unanime dans la lutte que les camarades de Chanteloup, menant leur conflit durant les mobilisations de novembre (qui, paradoxalement, empêchèrent sa popularisation), cette action risque de s'essouffler, de s'éteindre...

Les travailleurs en formation sanitaires et sociaux (infirmières, éducateurs, assistants sociaux, animateurs...) revendiquent et se battent depuis plusieurs années pour obtenir un véritable statut donnant droit notamment :

- à un salaire égal au SMIC,
- au droit politique et syndical,
- aux droits de l'ensemble des travailleurs.

Le travail effectif en stage (plus de quinze mois sur trois ans), l'utilisation gratuite des stagiaires comme bouche-trous, les contrats d'engagement de trois ou cinq ans liant les « bénéficiaires » de bourses ridicules à un patron, n'ont rien d'un hypothétique statut étudiant !

Exigeant, transitoirement, une allocation de 850 F par mois pour tous et tout de suite, les éducateurs en formation, mobilisés depuis octobre, face à un pouvoir refusant toute négociation, durcissent leur mouvement.

Le 18 décembre, ils occupent massivement l'AGFISS à Montrouge (fonds de gestion des bourses), la DASS à Nancy, le syndicat patronal à Marseille, exigeant de réelles négociations !

Le refus de céder du gouvernement est une option politique de fond : lâcher pour les travailleurs en formation du secteur social serait un précédent pour l'ensemble des futurs travailleurs aujourd'hui en formation.

### QUELLE RIPOSTE ? QUELS MOYENS D'ACTION ?

Les organisations syndicales CGT, CFDT du secteur collent à la lutte ; sans donner de perspectives claires permettant une sensibilisation d'ensemble ; sans restituer les conflits dans « l'après-novembre » évitant par là de poser le problème du rôle de leurs fédérations respectives dans l'échec des luttes de la Fonction publique.

Les manifestations de travailleurs sociaux, aussi nombreux soient-ils, structurant et coordonnant nos luttes sont-elles suffisantes pour l'emporter ?

Nos luttes sont des luttes de travailleurs et une mobilisation des sociaux seuls ne fera pas reculer l'équipe Giscard qui a tenu tête aux postiers !

Aujourd'hui, il importe de durcir l'action (occupations, séquestrations, dénonciations...) d'effectuer une réelle liaison de l'ensemble des conflits, de comprendre que la lutte isolée des sociaux, vu la nature de notre secteur, son éclatement, sa disparité, sa non-productivité immédiate, n'a de place que dans le cadre de l'ensemble des luttes de la classe ouvrière.

— Nous ne ferons pas les frais de la crise !

- Halte aux licenciements !
- Non à la normalisation !
- SMIC à 1700 F pour tous, y compris les travailleurs en formation !
- Réintégration des camarades de Chanteloup, Buzenval !

Cellule Travailleurs  
Sociaux, Paris

PARTICIPEZ AU

### REVEILLON DE LUTTE

Des travailleurs de Chanteloup et Buzenval

Le 31 décembre  
Contacter 083-13-86

## ÊTRE ESCLAVE EN AVIGNON

Le Château-Neuf du pape, les primeurs, le festival, ça c'est la façade, mais derrière tout cela, il y a l'exploitation farouche des travailleurs immigrés de la région.

Depuis « l'arrêt » de l'immigration décidé par Giscard, des négriers font fortune. Jamais l'exploitation des travailleurs immigrés n'a été aussi scandaleuse. Dijoud inaugure des foyers vieux de 3 ans et les marchands d'esclaves s'empressent les poches.

Les immigrés sont « recrutés » dans leur pays par des individus qui leur vendent 2000 F des contrats bidons qui, lors de leur arrivée en France, ne sont, bien sûr, pas honorés : d'où ni carte de travail, ni carte de séjour.

Les « sans papiers » sont légion dans le Vaucluse, qui s'embauchent avec des contrats de 45 jours chez un patron (pépiniériste, bâtiment...) et qui n'arrivent généralement pas à terme ! Le patron fait payer 200 F une « attestation » d'emploi et retient 150 F de nourriture... et il ne reste guère plus de 50 F aux travailleurs pour... chercher un autre boulot. Ils ne peuvent sortir du logement « loué » (« tu comprends, tu n'as pas de papiers, alors... »).

Aussi en novembre 13 travailleurs immigrés sont-ils expulsés sans autre forme de procès (après une grève de la faim). Un 14ème, Nouacer, est traduit « pour l'exemple » en commission d'expulsion après avoir été copieusement tabassé par les flics : la mobilisation sur la région a conduit la commission à émettre un avis défavorable à l'expulsion, mais c'est le préfet seul qui décide.

D'autres « sans papiers » ont fait grève durant 10 jours dans les locaux de l'évêché ; c'était une grève « clandestine » car la répression policière est de plus en plus féroce (des militants français s'étaient substitués aux immigrés juste avant l'intervention des flics). La lutte continue.

Sur Avignon, un comité de soutien massif s'est constitué. Il a regroupé plus de 300 personnes pour un meeting et 900 pour un gala de solidarité le 15 (2 camarades femmes immigrées ont été mises à pied trois jours pour avoir parlé et dénoncé leur exploitation lors de ce meeting). Certes, ce n'est pas la même situation qu'il y a deux ans lors des longues grèves de la faim victorieuses de nos camarades immigrés, et les « sans papiers » sont moins nombreux. Ils n'en sont que plus exploités. Et les immigrés sont parmi les premières victimes du chômage.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !  
Solidarité !

### DE L'ARGENT POUR LE CAP

La justice sait être rapide quand elle le veut. Serge Livrozet, animateur du CAP, a reçu la lettre suivante après le procès de Colmar :

« Je vous prie de bien vouloir sans retard payer les sommes ci-après, montant de la condamnation prononcée par la Cour d'Appel de Colmar le 5.11.1974 :

Amendes : 2.000 F. Frais de Justice : 338,95 F

Reste du : 2.338,1 / f

Je dois vous signaler qu'à défaut de paiement dans le délai de dix jours je serai dans l'obligation d'exercer à votre rencontre des poursuites apr voie de commandement et, le cas échéant, ultérieurement, par voie de saisie. Ces poursuites entraîneraient pour vous les frais indiqués au dos du présent avisvertissement. Les condamnés à titre personnel ou solidaire sont en outre, susceptibles d'être soumis à la contrainte par corps.

Veillez agréer, Monsieur, etc...

A Colmar, le 19.12.74

Le Trésorier principal

Dietrich

D'ordinaire, une telle lettre n'est envoyée que huit mois après la fin du procès. La preuve que Lecanuet sait accélérer les procédures paperassières lorsqu'il lui en vient l'envie !

Serge est donc passible de trois à six mois ferme. Pour continuer le combat, il faut de l'argent. Le délai de dix jours que laissent le sieur Dietrich et la justice en général, rend inutile d'insister sur l'importance extrême qu'il y a d'en envoyer, et vite à :

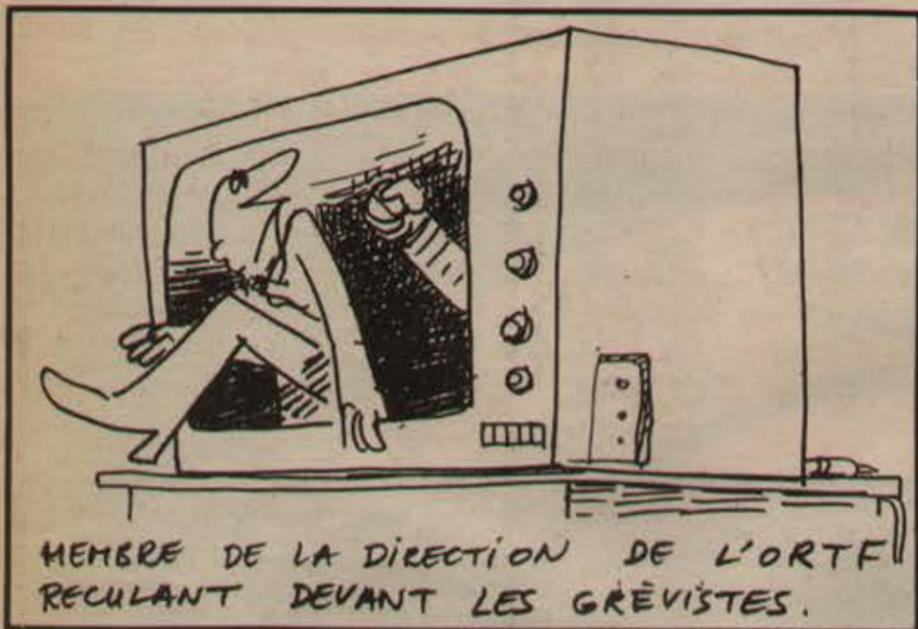
CCP LA SOURCE

34 036-73, le CAP

Préciser : procès Serge Livrozet.

# PAS DE CADEAU DE NOEL A LA DIRECTION

28 jours de grève reconductible démocratiquement chaque jour à la production ORTF. 28 jours, mais peu de personnes le savent. Pour le public, ce mois dernier a certes été parsemé de grèves mais, à part les dernières semaines, chacun a eu l'impression tout de même d'avoir à peu près régulièrement son programme. Rien, sur le petit écran ou à la radio, ne laissait deviner ce mois de grève exceptionnelle de la production.



Piron (Orne)

## LES TRAVAILLEURS LICENCIENT LEUR P.D.G.

Dans cette région où pullulent encore les patrons « de droit divin », où licenciements et fermetures s'annoncent à l'horizon pour des dizaines de petites entreprises, 85 travailleurs ont osé jeter un pavé dans la mare : en mettant dehors leur patron.

Piron à Bretonnelles, près d'Alençon, c'est une petite usine de décolletage, d'emboutissage et de transformation des métaux. Elle travaille en sous-traitance pour Renault, Simca, Citroën. Jusqu'à ces derniers temps, elle avait développé une activité soutenue. Et puis brusquement, à la mi-décembre, c'est la crise ouverte : la direction se retrouve avec 300 milliards d'anciens francs de dettes à payer avant le 31 décembre, sans pouvoir y faire face. Mais cette fois-ci, les travailleurs de l'usine refusent d'en faire les frais.

### ON DEMENAGE NOS OUTILS !

Cette situation n'est pas survenue du jour au lendemain : en février 74, les horaires avaient déjà été réduits de 45 heures à 43 heures payées 45. Le 11 décembre, la direction a franchi un nouveau pas en annonçant un retour aux quarante heures, payées sur la base du salaire moyen. Cette annonce, à deux semaines de Noël, alors que les salaires de novembre n'ont même pas été encore tous touchés, sème la colère et l'inquiétude dans tout le personnel.

Le lendemain, nouvelle surprise : pas de chauffage ; il n'y a pas de fuel. Les travailleurs décident alors de ne pas prendre le travail et se préparent du café. A 9h et demie, Piron, le directeur — après avoir vu ses bureaux occupés par le personnel — annonce qu'il dépose son bilan.

Le travail alors reprend, mais les choses se précipitent : un ouvrier s'aperçoit que des pièces d'outillage embarquées dans un camion sont en train de quitter l'usine. Le camion est bloqué. Nouvelle rencontre avec la direction : vous vous engagez à ne pas déposer le bilan, vous garantes les horaires et les salaires et on vous rendra les outils. Piron refuse.

Cette fois-ci, c'est bien la bagarre.

Les travailleurs décident de former un comité de lutte regroupant la CFDT, FO, des non-syndiqués et des cadres.

### « L'USINE EST SOUS LA GARDE DES TRAVAILLEURS »

Le lendemain, nouvelle provocation la direction annonce qu'il n'y aura pas d'acomptes de salaires. La réplique du comité de lutte est cinglante : « **Devant le cynisme et l'inutilité de la Direction, devant son incapacité permanente à résoudre les problèmes posés, devant sa volonté délibérée de saboter l'outil de travail qu'est notre usine, les travailleurs décident d'expulser MM. Piron, père et fils de l'entreprise.** »

Faire tourner l'usine sans les patrons, c'est d'abord un moyen d'affirmer un rapport de force :

— en faisant connaître largement la lutte. Dès l'annonce de ce « licenciement » peu commun, la presse régionale et même nationale s'en fait l'écho.

— en se donnant les moyens de payer une partie des salaires. Les travailleurs ont pris contact avec les clients et les banques dont une partie maintient les commandes et accepte de payer le travail fourni.

### PLACEE SOUS CONTROLE OUVRIER

Mais au travers de cette poursuite de la production, comme à Lip, c'est toute l'organisation du travail elle-même qui est remise en cause : on discute sur les horaires, et la décision est prise de supprimer le travail de nuit ; on discute aussi sur le paiement des salaires : à Lip, lors des « paies ouvrières », chacun avait reçu le montant de son ancien salaire ; ici, on

### LA LUTTE A PAYE

Comme à Lip, les travailleurs de l'ORTF luttent contre les licenciements : plus de 3000 hors statut devaient être virés, 524 statutaires à la production, 182 journalistes. Mais lutte aussi contre le démantèlement et ses conséquences, la suppression du statut unique remplacé par des conventions collectives distinctes selon les sociétés remettra totalement en cause les avantages acquis, l'unité du personnel et la qualification de chacun de ses membres.

C'est contre cela que depuis un mois luttent ceux de la production et ils ont fait la preuve que la lutte paie : en cette veille de Noël, le bilan est clair. Dans les secteurs de la production où la grève a été et reste solide, la direction a reculé, sur 524 licenciements, il n'en reste plus aujourd'hui que 72. Quant aux journalistes qui ont toujours mené leur mouvement totalement à part, ils voient leurs licenciements maintenus.

C'est la combativité mais aussi une réelle pratique de la démocratie qui ont permis aux travailleurs de la production de conserver leur unité et de déjouer toutes les manœuvres de l'intersyndicale qui, en chaque fin de semaine, tentait d'enterrer le mouvement, soit en proposant l'arrêt pur et simple, soit en tentant de le noyer dans des actions « multiples et diversifiées ».

### ON N'ENTERRE PAS LE DIMANCHE

Le 1er week-end un communiqué radio-diffusé de l'Intersyndicale annonçait l'arrêt de la grève dès le lundi 2 décembre au matin.

Le lundi les grévistes imposaient un contre-communicé du SNRT-CGT appelant à l'élargissement de la grève.

#### LA GREVE CONTINUE...

Le 2ème week-end, appel intersyndicale à une grève générale de 24 heures, le lundi 9 décembre, pour enterrer le mouvement.

Le lundi les grévistes imposent une assemblée générale à la Bourse du Travail qui vote la poursuite du mouvement.

#### LA GREVE CONTINUE...

Le 3ème week-end, après les délégations du vendredi 13 décembre chez Rossi, l'Intersyndicale considère la grève comme terminée : elle sort un tract condamnant la présence de délégués des grévistes chez le ministre et appelant à des grèves sectorielles et à quatre « journées d'action intensives ».

Le lundi 16 décembre, l'AG des grévistes aux Buttes critique l'inaction des confédérations et réplique que quatre journées d'action sont insuffisantes et qu'il faut appeler à la grève générale. A l'annonce du chiffre des licenciés, le mouvement redemarre.

#### LA GREVE CONTINUE...

La dernière semaine enfin, alors que mercredi 18 le personnel occupait le foyer B de la Maison de la Radio, pendant que siégeait la commission de répartition, une AG se tient spontanément dans l'après-midi et demande des comptes à l'Intersyndicale sur son attitude passée et en particulier sur le fameux communiqué annonçant la trêve de Noël « en fonction du caractère exceptionnel que revêtent les fêtes de fin d'année et de la nécessité de s'organiser en temps voulu notamment pour les réunions familiales... tenant compte du souci des téléspectateurs qui assaillaient la presse pour savoir comment s'organiser pour les fêtes » (extrait du communiqué CFDT du 19.12.74).

Les attaques sont dures et reprises à l'AG du vendredi aux Buttes Chaumont. C'est ce qui motive la grève dite générale du lundi 23 décembre : grève générale en paroles puisque seules quelques dizaines de personnes de plus que la veille feront grève : les électriciens qui seuls peuvent imposer le programme minimum : grève donc qui n'élargit en rien le mouvement.

### CONTINUER LA LUTTE

Les succès obtenus à la production montrent ce qui aurait pu se faire au niveau de l'ensemble de l'office si l'Intersyndicale et en particulier le FSU CFDT avait réellement préparé une mobilisation générale au lieu de concevoir la grève comme une simple opération ou quelques techniciens en tirant les manettes imposent le programme minimum.

Ce n'est pas en planifiant une grève par le haut, en annonçant à l'avance à la manière d'un bulletin de météo que l'on maintient une mobilisation. Malgré les décisions des directions syndicales, le programme de Noël est déjà perturbé. Par ses interventions quotidiennes sur le plateau, le personnel de la production a empêché la réalisation d'une série d'émissions, dont celle de la Saint Sylvestre, et la répétition de celle du 24 au soir. Les grévistes ne feront pas de cadeaux à la direction !

Le 23.12.74  
Correspondant

Le 24 Décembre



### ERREUR DE TITRE :

La semaine dernière, nous avons interverti deux titres dans la rubrique ouvrière. L'article ORTF était en réalité titré « Grève et trêve des confiseurs » et l'article IMRO « Le recul d'un patron ».

# CAMARADE WIJEWEERA

## CONDAMNE A PERPETUITE

Rohan Wijeweera a été condamné à la réclusion à perpétuité par le gouvernement ceylanais. Ils sont 31 qui sont passés avec lui devant les tribunaux pour être condamnés. Ils sont des milliers dans les camps de détention qui ont été maltraités et où nombre d'entre eux sont morts, depuis

mars 1971.

Rohan Wijeweera est le chef de file de cette génération de révolutionnaires qui se lève parmi les peuples d'Asie. Son histoire politique est d'une signification très éclairante pour le développement des avant-gardes communistes en Asie.

Envoyé à Moscou pour des études médicales sur l'avis du PC ceylanais, il adopte les positions pro-chinoises à la suite de l'éclatement du différend sino-soviétique, après des rencontres avec des dirigeants du PC indonésien de passage. C'était en 61-62. Puis, lors d'un retour à Ceylan en 1964, il prend ouvertement position pour l'aile pro-chinoise qui scissionne du PC ceylanais. L'ambassadeur d'URSS à Ceylan lui refuse un visa pour retourner à Moscou continuer ses études.

Commence alors le début de l'histoire de Wijeweera comme dirigeant politique d'un mouvement d'une ampleur sans précédent dans la jeunesse ceylanaise. Il se démarque des positions maoïstes sous l'impact de la révolution cubaine et surtout de la conférence de l'OLAS qui se tint à La Havane en août 67. La fondation du JVP (Janata Vimukti Peramuna : Front de Libération Populaire) est décidée. L'influence de Che Guevara est déterminante. Cela témoigne de la supériorité politique de cette équipe de révolutionnaires ceylanais sur celles de différents pays d'Asie, notamment en Inde. L'anti-soviétisme et le pro-maoïsme avaient pris possession de la quasi-totalité des courants politiques issus des partis communistes pro-Moscou ou des courants nationalistes attirés par la Chine de la manière qu'on imagine dans ces régions du monde qui lui sont voisines.

Devant la Cour de Justice criminelle, Wijeweera expliqua, le 2 novembre 1973 : « Je ne suis pas anti-soviétique. Même aujourd'hui, j'admet que l'Union Soviétique est un Etat ouvrier. Je le défendrai toujours contre les assauts de la classe capitaliste. Mais il y a des problèmes théoriques qui nous séparent de l'Union Soviétique. Ce sont des problèmes de famille. Si vous attaquez l'Union Soviétique, je la défendrai. Mais je me réserve le droit de critiquer ouvertement et d'affirmer nos divergences avec l'Union Soviétique ».

Puis, il expliqua pourquoi le JVP fut fondé : « Il existait une raison spéciale pour mener ces discussions (pour la fondation du JVP) dans cette période. Une nouvelle vague politique s'était développée à une échelle internationale et avait atteint ce pays même. Après l'assassinat du camarade Che Guevara en Bolivie et par le biais du congrès de la Tricontinentale et de l'OLAS, cette vague reçut une publicité mondiale et eut des répercussions très impor-

tantes. L'ambassade cubaine à Ceylan possédait différents discours et textes des camarades Castro et Che Guevara imprimés en sinhala et largement distribués dans le pays. Parmi ceux-ci figuraient : L'histoire m'absoudra. La seconde déclaration de La Havane. Le chemin que doit suivre la révolution latino-américaine. Ceux qui ne sont pas des militants révolutionnaires ne peuvent pas se dire communistes et De la Moncada à la victoire, de Fidel Castro. En conséquence de cela, beaucoup de nos sympathisants pensaient que Ceylan devait prendre la même voie et louèrent l'exemple héroïque du Che. L'essence de cette conception était que, dans les présentes conditions, la révolution pouvait se produire sans un parti révolutionnaire. Cette conception rejetait la conception léniniste de la nécessité d'une organisation révolutionnaire absolument trempée pour la victoire du prolétariat et de la révolution socialiste (...). C'était la révolution socialiste et non la révolution démocratique et populaire qui était à l'ordre du jour à Ceylan (...). Et ainsi les tâches inachevées et négligées de la révolution démocratique bourgeoise, telles que l'indépendance nationale, la révolution agraire, la démocratie pour le peuple, ne peuvent s'accomplir qu'à travers la révolution socialiste. Ces tâches ne peuvent être effectuées que par le prolétariat ».

La voie était ouverte pour l'émergence d'un courant politique dont la valeur programmatique, dès le début des années 70, n'est encore atteinte par aucun des mouvements politiques asiatiques qui sortent très timidement de l'emprise politico-organisationnelle du maoïsme et surtout de la Chine. Wijeweera prend toute sa valeur de précurseur asiatique du renouveau à une échelle de masse de la pensée révolutionnaire marxiste authentique. Un grand hommage doit lui être rendu à ce titre.

Il a été accusé de terrorisme, d'avoir déclenché une insurrection pour s'emparer du pouvoir au printemps 71. Il a répondu dans des termes clairs, précis, à des accusations infondées. A ces mêmes accusateurs de la Cour de Justice criminelle :

« Je vous ai déjà dit que je rejettais cette position affirmant que le JVP avait décidé de s'emparer du pouvoir le 5 avril 71. Je ne reconnais

## LIBERTE POUR LAURA ALLENDE

Mère du nouveau secrétaire général du MIR, Laura Allende, 62 ans, n'était pas militante de l'organisation. Elle a pourtant joué un rôle courageux, de premier plan, dans les négociations avec la junte sur les prisonniers politiques, comme le rappelait Edgardo Enriquez à la tribune de notre congrès. C'est à la suite de l'échec de ces pourparlers et de leur dénonciation par le MIR qu'elle a été arrêtée. Gravement malade, elle a besoin de soins urgents. Il faut la sauver en l'arrachant aux griffes de la junte !



pas cela. Mais c'est par la suite que j'ai découvert quelque chose que je ne dénie pas : il y eut des cas où certains camarades du JVP, face à la répression intolérable, en vinrent à lutter contre une telle répression. En mars 71, une nécessité de classe s'imposa à la classe dirigeante de réprimer les mouvements révolutionnaires de ce pays et principalement le JVP. Elle agit en conséquence. Les événements d'avril en furent le résultat. J'interprète ce processus comme étant initié par la contre-révolution (...). Pour moi, l'épisode d'avril était une situation où la classe capitaliste trouva son existence en tant que classe menacée par le prolétariat (...). En conclusion, j'admet que la classe capitaliste a été temporairement victorieuse. Mais je n'y vois pas une défaite pour le prolétariat. C'est seulement une grande retraite pour le prolétariat, oui, je l'appelle une grande retraite. Une retraite n'est pas une défaite, mais une phase à partir de laquelle il est possible de se redresser et de marcher à nouveau vers une victoire certaine ».

Rohan Wijeweera nous est encore plus proche, fidèle à la tradition des

grandes figures de la révolution socialiste mondiale, quand, face aux juges de la classe capitaliste, il se définit :

« Je suis un marxiste-léniniste. Je suis un bolchévik moderne. Je suis un révolutionnaire prolétarien. Le terme marxiste léniniste a une signification précise. En aucune manière un marxiste léniniste n'est un conspirateur. Moi, en tant que bolchévik, je ne suis en aucune manière un terroriste. En tant que révolutionnaire prolétarien, je dois cependant affirmer nettement que je suis engagé dans la lutte pour le renversement du système capitaliste et son remplacement par un système socialiste (...). Aucun obstacle ne peut me détourner de ce noble but. Quelle que soit la peine à laquelle pourra me condamner ma classe dominante, je ne rebrousserai pas chemin ».

Maintenant, c'est de la libération de Rohan Wijeweera et des siens qu'il s'agit.

VERGEAT-FONTAINE

(Les citations de Wijeweera sont tirées de sa déclaration devant le Cour de Justice criminelle le 2 novembre 1973).